Changement institutionnel vs durabilité autoritaire

La trajectoire algérienne en perspective comparée

Mohammed Hachemaoui

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafraicaines/18258>

DOI : 10.4000/etudesafraicaines.18258

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 11 décembre 2015

Pagination : 649-686

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Mohammed Hachemaoui, « Changement institutionnel vs durabilité autoritaire », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 220 | 2015, mis en ligne le 01 janvier 2015, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafraicaines/18258> ; DOI : 10.4000/etudesafraicaines.18258

Changement institutionnel vs durabilité autoritaire

La trajectoire algérienne en perspective comparée

« Ils n'en étaient pas moins épouvantés l'un comme l'autre par le soulèvement des animaux, et très soucieux d'empêcher leurs propres animaux d'en apprendre trop à ce sujet.

Tout d'abord, ils affectèrent de rire à l'idée de fermes gérées par les animaux eux-mêmes.

Ils firent courir le bruit qu'à la Ferme du Manoir (que pour rien au monde ils n'auraient appelé la Ferme des Animaux), les bêtes ne cessaient de s'entrebattre, et bientôt seraient acculés à la famine.

Mais du temps passa : et les animaux, à l'évidence, ne mouraient pas de faim.

Alors Frederick et Pilkington durent changer de refrain : cette exploitation n'était que scandales et atrocités. Les animaux se livraient au cannibalisme [...].

Voilà où cela mène, disaient Frederick et Pilkington, de se révolter contre les lois de la nature »

(Orwell 2001 : 45-46).

« Si nous voulons que tout reste tel que c'est, il faut que tout change »

(di Lampedusa 2007).

Les images, désormais célèbres, montrant le *raïs* Abdelaziz Bouteflika cloué sur une chaise roulante, peinant, sous le poids accablant de la maladie, jusqu'à se mouvoir et parler, renvoient du régime algérien la représentation d'un système *prima facie* aussi agonisant que son président. Orchestrée trois ans après les soulèvements populaires qui ont précipité la chute historique des autocrates Ben Ali et Moubarak, la réélection de Bouteflika en avril 2014 pour un nouveau mandat présidentiel, le quatrième depuis sa cooptation par l'oligarchie militaire en 1999, invite à penser à nouveau frais la durabilité du régime autoritaire algérien dont les fondations institutionnelles remontent à la guerre d'indépendance (1954-1962). Quels enseignements l'élite dirigeante de ce pays a-t-elle tiré du séisme politique arabe de 2011 ? Le quatrième mandat présidentiel de Bouteflika annonce-t-il la décrépitude ou à l'inverse la résilience du régime autoritaire algérien ?

Cahiers d'Études africaines, LV (4), 220, 2015, pp. 649-685.

Le puzzle

L'étude de l'autoritarisme connaît depuis la fin des années 1990 un regain d'intérêt dans le champ de la science politique. Le changement institutionnel dans le cadre de la durabilité autoritaire demeure toutefois une énigme peu ou pas explorée¹. Or les institutions sont en mesure de changer sans qu'il n'y ait de chocs extérieurs ou de pressions populaires pour autant. La focalisation sur l'« autoperpétuation », les « équilibres » et la « dépendance au sentier suivi » dans laquelle succombent les néo-institutionnalismes, tour à tour, sociologique, rationnel et historique, ne permettent pas de saisir ce problème de connaissance (Dobry 2000). D'où la nécessité d'introduire, dans la définition même des institutions, l'élément dynamique en mesure d'appréhender ce type de changement. Saisir les institutions comme des instruments distributionnels charriant des implications inégales en termes d'accumulation de ressources et d'autorité permet justement de cerner ce lien inextricable entre le changement et la stabilité (Mahoney & Thelen 2010). Aussi, plutôt que d'étudier l'institution d'une part et le processus de l'autre, l'approche élaborée par Paul Pierson et Theda Skocpol (2002 : 696) privilégie-t-elle l'examen des « effets combinés » des deux termes.

Depuis la révolte populaire d'octobre 1988, qui a signifié l'effondrement de la « légitimité historique » de l'élite dirigeante², le régime, passant de la « formule » (Linz 1973 ; Leca 1990) du parti unique à celle du multipartisme, a épousé de multiples métamorphoses, l'ampleur et la cadence des changements achevant, il est vrai, de brouiller l'intelligibilité de l'objet (Leca & Vatin 1975 ; Harbi 1990, 1992 ; Addi 1994 ; Martinez 1998 ; Meynier 2002 ; Roberts 2002 ; Werenfels 2007 ; Lowi 2009). Aussi, le système de gouvernement en vigueur en Algérie s'avère-t-il sinon insaisissable, du moins déroutant. Tantôt militaire, tantôt civil, collégial par moments et personnalisé à d'autres, il constitue à cet égard un site tout à fait indiqué pour appréhender le problème qui nous occupe. Le régime en place, depuis les fondations institutionnelles de la polité, est de type prétorien, tant il est vrai que le processus politique y demeure *préempté* par l'armée (Harbi 1980 ; Chevillard 1995 : chap. II ; Meynier 2002 ; Roberts 2007 ; Hachemaoui 2009)³. C'est en effet la force prétorienne qui a, lors de la « conjoncture critique » (Soifer 2012) de l'indépendance, défait l'autorité civile, légale et légitime que représentait le gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA),

1. Quelques exceptions doivent être soulignées : TSAI (2006), SLATER (2010). La durabilité ne se réduit pas à la durée, elle implique aussi la stabilité, celle-ci pouvant être appréhendée comme l'aptitude sinon à éviter, du moins à résoudre décisivement les crises (SLATER & FENNER 2011 : 17).
2. La répression *manu militari* des manifestants, très jeunes pour l'écrasante majorité d'entre eux, a fait, selon le bilan hospitalier, quelque 500 morts en une semaine (CHAREF 1989).
3. Sur les régimes militaires lire *inter alia* FINER (1962), HUNTINGTON (1968 : 192-263), SPRINGBORG (1987), STEPAN (1988), DROZ-VINCENT (2008 : 195-211), PICARD (2008), SAYIGH (2012), GEDDES, FRANTZ & WRIGHT (2014).

et porté Ahmed Ben Bella à la Présidence, avant de déposer celui-ci trois ans plus tard ; imposé son chef, le colonel Boumediene, à la tête de l'État ; désigné en conclave le successeur du caudillo à la mort de celui-ci en décembre 1978 ; contraint le président Chadli à la démission et exécuté un *putsch* en janvier 1992 ; orchestré le *turnover* des chefs d'État ; coopté Abdelaziz Bouteflika en 1999 et soutenu depuis lors la reconduction de ce dernier.

Si les institutions sont importantes, toutes ne renferment pas en elles le même niveau d'importance. Aboutissement inattendu de conflit entre factions se disputant le pouvoir dès avant l'indépendance (Harbi 1980 ; Meynier 2002), les institutions qui façonnent « la politique réelle » en Algérie ne s'embarassent ni d'une constitution ni d'une idéologie ; informelles, elles peuvent être subsumées comme suit : concentration et exercice non imputable du pouvoir par le collège des prétoriens ; prééminence de l'armée et affaiblissement des institutions civiles de l'État ; pacte social populiste (au nom duquel l'État subventionne la population en contrepartie de l'abandon par celle-ci de ses droits à la participation et à la contestation) ; clientélisation et démobilisation des masses ; corruption politique ; « *dirty tricks politics* » (Migdal 1988 : 223-226) — l'importance de la « politique des sales besognes », répertoire allant de la torture à l'homicide politique en passant par les purges et les disparitions forcées, traduisant la faiblesse de l'institutionnalisation politique formelle. J'appellerai *pseudopolitics* toute politique qui s'emploie à masquer la politique réelle⁴. La pseudo-politique, pour dresser un « écran » devant, par la mise en scène d'une polité où le conflit politique y est prétendument institutionnalisé, dissimuler autant que faire se peut la « structure du jeu politique » (Bailey 1971), couvre aussi bien la « classe politique » et ses polarisations consacrées (« gouvernement vs opposition », « Présidence vs Armée ») que la « société civile » et sa multitude de « journaux indépendants », de « figures » et de « polémiques » (« salafistes vs modernistes », « forces de gauche vs nouveaux oligarques », etc.). L'interdépendance, l'intercomplémentarité et le caractère poisseux de ces rouages concourent à accroître le coût de la remise en cause des arrangements institutionnels qui sous-tendent le régime politique algérien (Hachemaoui 2011, 2012c).

Réduire la définition du régime aux procédures de prise de décision introduit cependant un biais préjudiciable à l'analyse : celui d'accentuer la rigidité des institutions autoritaires et de s'interdire la saisie des dynamiques qui travaillent celles-ci de l'intérieur. D'où le besoin heuristique de distinguer, comme le fait Michael Mann (1988, 1993, 2012), entre le « pouvoir despotique » (qui décide ?) et le « pouvoir infrastructural » (qui impose les décisions sur le terrain ?). Alors que le « pouvoir despotique », qui fait écho

4. Juan LINZ (2006) parle de façon plus restrictive de « pseudo-opposition ». J'ai présenté cette section dans l'atelier « Social Sciences Research Methodology Training Workshop » organisé par le CEMAT et le CEMA à Tunis du 8 au 10 février 2015. Je tiens à remercier Catherine Boone et Charles Tripp pour leur discussion stimulante du concept de « *pseudopolitics* ».

à la sociologie marxiste, renvoie à l'aptitude des élites étatiques à prendre des décisions arbitraires sans consulter les représentants des principaux groupes de la société civile, le « pouvoir infrastructurel » signifie, pour l'auteur de *The Sources of Social Power* (*ibid.* 2012 : 13), la capacité institutionnelle de l'État (qu'il soit autoritaire ou démocratique) à pénétrer la société et à déployer la logistique nécessaire à la réalisation des objectifs politiques sur le terrain. Le « pouvoir infrastructurel » renvoie, dans cette perspective weberienne, à la capacité de l'administration, qu'elle soit professionnelle ou non, à pénétrer les territoires que l'État prétend gouverner, à contrôler et à réguler les relations sociales. Ainsi le poids (budget, effectifs, champ d'intervention, etc.) des institutions de coercition, d'imposition fiscale et de régulation renseigne-t-il sur la nature du « pouvoir infrastructurel », c'est-à-dire du *pouvoir d'État*, que le gouvernement est en mesure de déployer.

Si le décalage entre la formulation et l'exécution constitue une source de changement institutionnel graduel (Mahoney & Thelen 2010 : 1-37), la désagrégation de ces deux dimensions — horizontale et verticale, spatiale et relationnelle — du pouvoir permet, elle, de dégager — par-delà la dichotomie par trop éculée « président vs généraux » —, un cadre d'intelligibilité à même d'apprivoiser la problématique du changement institutionnel endogène dans un régime autoritaire endurant. L'élection présidentielle d'avril 2014, qui aurait, selon l'interprétation dominante, imprimé la prééminence du *raïs* sur l'armée, constitue à ce titre un analyseur pertinent pour aborder ce puzzle. Cependant, plutôt que de se focaliser sur le processus électoral en soi, comme le font habituellement les études portant sur les élections dans les régimes non démocratiques, ce texte propose de déplacer la focale sur le « *stateness* » — la centralité institutionnelle de l'État — afin d'y voir, au plus près, à quel point gouvernent les gouvernants (Snyder 2006 : 220, 230 n.5). Quel(s) changement(s) dans les arrangements institutionnels du régime autoritaire algérien le quatrième mandat de Bouteflika traduit-il ? De quoi Bouteflika IV est-il le nom ?

Ce texte s'appuie sur l'exploitation de quatre *corpus* : le premier, accumulé par une recherche documentaire, représente le matériau des médias algériens⁵, qui remplissent dans un jeu politique fait de « cooccurrence de coups directs et de coups indirects », ce que Michel Dobry (1986 : 176 *sq.*) a appelé « l'écran d'une "agence d'exécution" » ; le deuxième *corpus* repose sur l'exploitation du *Journal officiel de la République algérienne*⁶ ; le troisième est formé

5. Le *corpus* comprend, outre le visionnage des journaux et programmes politiques des télévisions « publiques » (ENTV) et « privées » (Ennahar TV, Al Chorouq TV, Dzaïr TV), les plus importants quotidiens et sites algériens entre janvier 2013 et juin 2014 : *El Khabar*, *Al Chorouq al yawmi*, *Al Nahar al Jadid*, *Al jazair news* (en arabe) ; *El Watan*, *Liberté*, *Le Soir d'Algérie*, *Le Quotidien d'Oran*, *L'Expression* (en français), <<http://www.tsa-algerie.com>> ; <<http://www.algeriepatriotique.com>> ; <<http://www.algerie-express.com>> (spécialisé depuis son lancement en 2013 dans la « guerre des clans », ce dernier s'est désactivé peu après la présidentielle d'avril 2014).
6. <<http://www.joradp.dz/HFR/Index.htm>>.

d'entretiens menés entre 2004 et 2014 avec une dizaine d'acteurs politiques de premier plan (anciens chefs de gouvernement durant les années 1990, officiers supérieurs actifs et à la retraite)⁷ ; le quatrième est constitué d'enquêtes ethnographiques entreprises entre 2002 et 2012 sur les réseaux de clientélisme, de patronage et de corruption⁸.

À l'ombre du *raïs*

Truffé de zones d'ombres, le processus politique qui s'ouvre avec l'accident vasculaire cérébral qui foudroie le chef d'État algérien en avril 2013, le contraignant d'observer sans discontinuer une hospitalisation de quatre vingt et un jours en France, et se termine, une année plus tard, par la réélection, à l'issue d'un énième scrutin sans la démocratie, du très diminué Abdelaziz Bouteflika, ne laisse en effet d'intriguer.

Relayée par la majorité des experts, une narration s'est vite imposée dans les médias algériens et internationaux. Livrée en fragments, sa ligne rectrice se décline pour l'essentiel comme suit : le quatrième mandat de Bouteflika consacre autant la « déstructuration » du Département du renseignement et de la sécurité désormais réduit à une « coquille vide » que « l'omnipotence » du « clan présidentiel » — porté à bout de bras par (le chef de) l'état-major de l'armée et les puissances de l'argent.

La construction discursive dominante repose toute entière sur deux épisodes : la prétendue « décapitation » du DRS que le chef de l'État aurait opérée en septembre 2013 ; « la violente attaque » lancée en février 2014 par le secrétaire général de l'ancien parti unique, le FLN, contre le redoutable général des corps d'armée Mohamed Mediene *alias* Toufik, qui commande cet « État dans l'État » (Hachemaoui 2011 : 122) que constitue désormais la machine tentaculaire du DRS depuis un quart de siècle⁹. Bien que retentissantes, les

7. Il s'agit des anciens chefs du gouvernement des années 1989-1993, respectivement Mouloud Hamrouche, Sid-Ahmed Ghazali, Abdesselam Bélaïd, et des généraux-majors Khaled Nezzar et Rachid Benyelles. L'auteur a mené des entretiens anonymes avec des officiers supérieurs actifs en novembre 2013 et février 2014.
8. Le lecteur voudra bien, pour ce qui est de l'étude ethnographique et institutionnelle de l'autoritarisme électoral élaborée à partir de ce matériau, se rapporter à HACHEMAOUI (2003, 2004, 2012a, 2013b).
9. Né en 1939, Mohamed Mediene, originaire de Kabylie, est un ancien officier du MALG (ministère de l'Armement et des Liaisons générales, ancêtre de la Sécurité militaire) formé au KGB peu avant l'indépendance dans le cadre de la fameuse promotion « tapis rouge ». Le très influent patron du cabinet présidentiel Larbi Belkheir, qui l'a connu dans les années 1970 au commandement de la II^e région militaire (Oran), le ramène de Libye où il exerçait au début des années 1980 en qualité d'attaché militaire à l'ambassade d'Algérie à Tripoli pour le propulser tour à tour chef du Département des affaires de défense et de sécurité à la Présidence de 1987 à fin 1988, directeur durant l'année 1989 de la très stratégique Direction centrale de la sécurité de l'armée (DCSA), avant de l'installer en 1990 à la tête du Département du renseignement et de la sécurité (DRS).

séquences de cette narration n'en demeurent pas moins factices — retentissantes parce que précisément factices. Démonstration.

L'accident vasculaire cérébral qui frappe *ex abrupto* le président algérien le 27 avril 2013 intervient dans un contexte marqué par une grave crise au sommet du régime ; le tintamarre médiatique entretenu depuis autant que la narration dominante qui en a pris le relais l'ayant, il est bien vrai, complètement escamoté. La sociologie d'une crise politique (Dobry 1986) requiert pourtant, d'abord et avant tout, l'analyse du contexte institutionnel dans lequel elle surgit. L'épisode sanglant de la prise d'otages d'In Aminas en janvier 2013 constitue un moment crucial de cette crise (Hachemaoui 2013c), là où « l'opération quatrième mandat » en préfigure l'épilogue.

Le dénouement dramatique de la prise d'otages du site gazier de Tinguentourine advient dans un environnement institutionnel détérioré par le débailage des affaires de grande corruption visant exclusivement le fameux « clan présidentiel » — au moment où le phénomène, colonisant l'ensemble de la polité, n'épargne aucun segment de l'État. La corruption politique étant un mécanisme de contrôle et de régulation des conflits encasté dans les arrangements institutionnels du régime dès les fondations du système de gouvernement algérien (Hachemaoui 2004, 2011, 2012c) le débailage entamé en 2009 de ces « scandales » ciblant l'entourage immédiat de Bouteflika achève, comme il fallait s'y attendre, d'affaiblir le président. En effet, diligentes non point par une justice indépendante mais par le DRS — qui a fait de l'investigation afférente à la grande corruption un « domaine réservé » —, avant d'être étalées, *via* des fuites organisées, par la presse dite indépendante, ces affaires provoquent l'effet escompté : l'écroulement de l'entreprise de construction du *leadership* menée par Bouteflika depuis sa cooptation par l'oligarchie prétorienne en 1999¹⁰. Exécuté un an à peine après le prétendu « sacre » présidentiel du troisième mandat, le remaniement ministériel que la « campagne anti-corruption » impose en mai 2010, achève l'écroulement des deux piliers stratégiques sur lesquels repose, depuis ses débuts, la quête de *leadership* poursuivie par Bouteflika : les ministres de l'Intérieur et de l'Énergie, Noureddine Yazid Zerhouni et Chakib Khelil¹¹. Avec la reconduction d'Ahmed

10. Le collège des prétoriens comprend alors pour l'essentiel les généraux-majors Mohamed Mediene (patron du DRS) et Smaïn Lamari (patron du contre-espionnage et n° 2 du DRS), son deuxième cercle concentrique s'élargissant au revenant Larbi Belkheir et au chef d'état-major Mohamed Lamari. Le Collège des prétoriens est une institution *de facto* imposée dès les fondations du régime par le fameux triumvirat des « 3 B » (Krim Belkacem, Abdelhafidh Boussouf et Lakhder Bentobal) après l'assassinat politique, par eux orchestré en décembre 1957, de l'architecte de la révolution algérienne et avocat de la « primauté du politique sur le militaire », Ramdane Abbane. Piégés par leur propre logique prétorienne, les triumvirs seront écartés par les chefs de guerre lors du fameux conclave des colonels (fin 1959-début 1960). Sur ce « tournant », lire les deux classiques HARBI (1980) et MEYNIER (2002).

11. La chute du ministre de l'Intérieur Noureddine Yazid Zerhouni est liée, elle, à l'homicide perpétré, dans ce même contexte, le 25 février 2010, contre le patron

Ouyahia — le protégé du DRS dont les relations tendues avec le président Bouteflika sont de notoriété publique¹² — à la tête du gouvernement, le battage médiatique déployé de 2009 à 2010 au sujet des « scandales de corruption » atteint désormais les premiers objectifs assignés par ses instigateurs : démanteler l'entreprise présidentielle ; redorer l'image du DRS, il est vrai ternie par la violence politique des années 1990 qui a fait quelques 150 000 morts et 10 000 disparitions forcées (Martinez 1998 ; Samraoui 2003 ; Aggoun & Rivoire 2004), en le présentant *via* la « presse indépendante » comme le « bouclier anti-corruption »¹³.

Les soulèvements populaires, qui provoquent la chute aussi inattendue que simultanée des « présidents à vie » Ben Ali et Moubarak en janvier et février 2011 (Bennani-Chraïbi & Fillieule 2012 ; Achcar 2013 ; Beinini & Vairel 2013) renforcent davantage encore ce rapport de forces interne au régime algérien : tout en enterrant les velléités de succession héréditaire prêtées en décembre 2010 à Saïd Bouteflika¹⁴, le frère cadet et conseiller du finissant *raïs*, les retombées du séisme politique arabe sur les rapports

---

de la Sûreté nationale, le colonel Ali Tounsi, ce dernier ayant été exécuté dans son bureau par un de ses proches adjoints. Quatre ans après, une chape de plomb continue de couvrir le crime...

12. Pour faire savoir son mécontentement, le président Bouteflika déroge à la règle formelle et s'abstient de recevoir le chef du gouvernement Ahmed Ouyahia lors de la nomination de ce dernier en mai 2010.
13. Dans le régime politique algérien, qui, accusant une « carence idéologique », s'adonne moins à la « mobilisation » qu'à la « manipulation » des masses, l'information est sous le contrôle tatillon de la police politique. Une direction entière du DRS s'occupe de ce secteur stratégique : le service de presse et de communication, connu également sous l'appellation du « Centre de la communication et de la diffusion » (CCD). Le centre, dirigé par un colonel, coifferait quatre services : « Exploitation et manipulation » (recrutement et entretien des agents) ; « Soutien opérationnel » (arrestation et prise en charge des agents potentiels) ; « Soutien et contrôle » (contrôle médiatique) ; « Analyse et traitement » (analyse, traitement de l'information et de la stratégie médiatique). Plusieurs éditorialistes de la « presse indépendante » sont des officiers supérieurs, le plus connu d'entre eux étant feu (le commandant) Abderahmane Mahmoudi. Jamais aucun dossier n'a été consacré dans la « presse indépendante » au rôle du CCD. Deux autres outils complètent le contrôle sur les médias : le monopole gouvernemental sur la distribution de la publicité des entreprises publiques aux journaux, le quasi monopole sur les imprimeries et les lourdes peines judiciaires en cas de dépassement des « lignes rouges ». Ce dispositif a fini par éliminer et/ou domestiquer les journaux dérangeants créés durant la parenthèse de « libéralisation politique » (1989-1991). Entretiens anonymes avec trois directeurs de journaux algériens. Observation participante. Sur la police politique, lire ADDI (1994), CHEVILLARD (1995), HARBI (1995 : 88-89), HIDOUCI (1995), MEYNIER (2002), KERVYN & GÈZE (2004), AÏT AHMED (2007). Sur les notions de « mobilisation » et de « manipulation » des masses, lire LINZ (2006).
14. Quinquagénaire, Saïd Bouteflika est enseignant d'informatique à l'Université de Bab Ezzouar (Alger). Proche de la mouvance trotskyste dans les années 1980, il a fait partie, au cours de la décennie 1990, du syndicat des enseignants universitaires algériens. Il est, depuis l'accession de son frère au Palais d'El Mouradia, conseiller à la Présidence, nommé par « décret non publiable ». Son influence s'est étendue depuis l'éviction du ministre de l'Intérieur Noureddine Yazid Zerhouni en 2010.

de pouvoir au sommet de l'État algérien précipitent la préparation de la formule post-Bouteflika. Le « renouvellement générationnel » qui affecte depuis lors non plus seulement l'élite civile et militaire de l'État mais également la « classe politique » reflète, dans les faits, l'isolement croissant d'un président en bout de course, usé aussi bien par la maladie que par les affaires de grande corruption qui éclaboussent son « clan ».

L'attaque terroriste conduite le 16 janvier 2013 à l'aube par un groupe armé de la nébuleuse narco-jihadiste du Sahel contre le site gazier d'In Amenas, près de la frontière libyenne, provoque la stupeur. Le *commando* de trente deux terroristes, qui s'empare de la base de vie de ce gisement gazier exploité par la société mixte BP-Statoil-Sonatrach, prend en otage une centaine d'employés algériens et plusieurs dizaines d'étrangers dont des Britanniques, des Norvégiens, des Japonais et des Américains. Alors que les dirigeants du pays imposent un *blackout* hermétique sur le théâtre du drame, situé à 1 300 km au sud d'Alger, la confusion et le désarroi suscités par la plus grande prise d'otages jamais réalisée dans l'histoire de l'industrie gazière mondiale sont alors à leur comble. Exécuté par le DRS, véritable armée à l'intérieur de l'armée, le dénouement, trois jours plus tard, de la prise d'otages se conclut par un bilan humain très lourd : 67 morts¹⁵.

Une interrogation cruciale persiste : comment expliquer la facilité avec laquelle le *commando* expédié par l'obscur terroriste algérien Mokhtar Belmokhtar a pu, par surcroît quatre jours après le début de l'intervention militaire française au nord du Mali, non seulement pénétrer la frontière algéro-libyenne mais aussi sinon surtout prendre possession, cinquante kilomètres plus loin, du très stratégique site de Tiguentourine¹⁶ dont le périmètre est, à l'instar de tous les autres sites d'exploitation des hydrocarbures du pays, sécurisé par l'armée ? Les conclusions de la commission d'enquête commandée par Statoil et dirigée par un ancien chef des services de renseignement de l'État démocratique de la Norvège pointent du doigt cette zone d'ombre : « Les mesures de sécurité en vigueur à l'extérieur comme à l'intérieur du site n'ont pas réussi à protéger les employés de l'attaque du 16 janvier et l'armée algérienne n'a pas été capable de détecter ni d'empêcher les assaillants de rentrer sur le site. » Et le rapport — dans lequel ont collaboré un ancien patron de la CIA et un ex-chef du contre-terrorisme britannique — de conclure : « Il y a matière à remettre en cause l'étendue de la dépendance des opérateurs du site vis-à-vis de l'armée algérienne censée le protéger »¹⁷.

15. <http://www.la-croix.com/Actualite/Monde/Apres-le-drame-d-In-Amenas-l-heure-est-aux-questions-en-Algerie-_NP_-2013-01-21-901891>.

16. Le complexe de Tiguentourine produit 9 milliards de mètres cubes de gaz naturel par an et entre 50 000 et 60 000 barils par jour de condensats de gaz naturel, l'ensemble étant destiné à l'importante consommation domestique algérienne, <http://www.lemonde.fr/afrique/article/2013/01/17/le-site-d-in-amenas-une-joint-venture-de-sonatrach-bp-et-statoil_1818121_3212.html>.

17. « The In Amenas Attack. Report of the Investigation into the Terrorist Attack on In Amenas. Prepared for Statoil ASA'S board of directors. » On peut consulter le rapport sur le site de la compagnie norvégienne, <<http://www.statoil.com/en/NewsAndMedia/News/2013/Downloads/In%20Amenas%20report.pdf>>.

Aussi, l'onde de choc d'In Amenas ne manque-t-elle pas de creuser la fissure du bloc de pouvoir. Alors que la gestion de la crise dévoile l'effacement du président, le bras de fer oppose deux groupes prétoriens entre eux : d'un côté, celui qui avance derrière l'octogénaire chef d'état-major Gaïd Salah¹⁸, de l'autre, le DRS de l'insubmersible général des corps d'armée Mohamed Mediene (dit Toufik). Le premier, soutenu en sous-main par le frère du président, Saïd Bouteflika, et quelques officiers supérieurs poursuivant la veillesse de placer le DRS sous le contrôle de l'état-major de l'Armée¹⁹, entend exploiter les défaillances des services du renseignement, pour limoger le puissant « général Toufik ». Si la partie prétorienne de « l'escalade » n'apparaît en public qu'à la veille de l'élection présidentielle d'avril 2014, « l'échange de coups » politiques se déclenche en revanche trois mois seulement après la crise d'In Amenas.

L'État profond

Le DRS, qui a, par le biais de ce mécanisme central de gouvernement que constitue la corruption politique, précipité la fin du général-président Zeroual durant l'été 1998 et fait s'écrouler dix ans plus tard l'entreprise de construction du *leadership* poursuivie par Bouteflika depuis sa cooptation par le collège des prétoriens en 1998-1999, actionne une nouvelle fois ce redoutable instrument de régulation des conflits. La « presse indépendante », qui s'est mobilisée au cours de l'été 1998 pour « faire tomber » le général Betchine, ami et bras droit du président Zeroual (Aggoun & Rivoire 2004 : 560-562), avant de précipiter, dix ans plus tard, la chute des hommes-clés du *raïs* Bouteflika, les ministres de l'Intérieur et de l'Énergie, Zerhouni et Khelil, est de nouveau à l'œuvre.

Deux salves ciblent nommément le frère et conseiller du président, Saïd Bouteflika. Le 24 avril 2013, le premier journal francophone du pays tire en grande manchette : « Affaires de corruption. Saïd Bouteflika est-il impliqué ? » Et l'auteur de l'article à charge d'affirmer : « Si Chakib Khelil n'a pas été inquiété jusqu'ici, c'est parce qu'il risquerait de révéler l'implication du frère et conseiller du Président dans ces affaires, estiment nos sources »²⁰.

18. Gaïd Salah, originaire de l'extrême nord-est algérien, est l'un des officiers supérieurs les plus âgés de l'Armée nationale populaire. Après une carrière effacée, le commandement prétorien (formé autour des généraux-majors Larbi Belkheir, Mohamed Mediene et Khaled Nezzar), qui s'emploie à parachever son contrôle sur l'armée, le propulse en 1993 commandant des forces terrestres en remplacement du faucon Mohamed Lamari, promu, lui, à la tête de l'état-major général. Il succédera à ce dernier en juillet 2004.

19. <http://www.algeria-watch.org/fr/aw/explications_crise_sommet.htm>.

20. <http://www.elwatan.com/actualite/said-bouteflika-est-il-implique-24-04-2013-211441_109.php>. Aucune poursuite judiciaire n'a été entamée à l'encontre de l'auteur de cet article.

Ce qui était, jusque-là, transmis en langage codé aux initiés est à présent vulgarisé à l'attention du grand public.

Dans la même édition, un ancien capitaine des services, devenu en 2012 directeur de deux journaux « indépendants »²¹ après avoir officié comme chef de cabinet du patron de la Direction générale de la prévention et de la sécurité (DGPS, ex-Sécurité militaire) en 1988, déclare dans un entretien fleuve annoncé en première page sous le titre « La surpuissance du général Toufik est un mythe » : « Dans cette maison (du DRS), il n'y a, à ce jour, pas de scandale financier autour du patron (Mohamed Mediene dit Toufik) ni de sa famille. Pourtant, tout le monde est aux aguets »²². La trame narrative du « coup de force du quatrième mandat de Bouteflika » se trouve, un an avant l'élection présidentielle d'avril 2014, ainsi encastrée à travers cet élément de langage : le « mythe » de la puissance du patron du DRS — j'y reviendrai.

La deuxième salve est tirée trois jours plus tard, soit le 27 avril 2013, par un important journal francophone de l'ouest du pays (région natale du président). Sur un fond noir coiffant la Une de la gazette, le gros titre annonce « des mises à l'écart à la Présidence ». Et le « *scoop* » d'envoyer la charge : « Le président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, a écarté son frère du poste qu'il occupait en tant que conseiller au niveau du palais présidentiel à El Mouradia (Alger), a appris le Quotidien d'Oran de sources sûres » ; le papier prenant soin de préciser que « les raisons de ce limogeage sont dues essentiellement à des (considérations) privées et non à un quelconque dossier »²³. Événement imprévisible : l'accident vasculaire cérébral qui frappe le président Abdelaziz Bouteflika surgit le jour même de cette annonce, le 27 avril 2013, quelques heures seulement après la sortie de la charge !

Aussi, l'attaque cardiaque qui foudroie le *raïs* durcit-elle le conflit, aggravant, s'il en était encore besoin, le délitement des institutions (formelles) de l'État algérien. En effet, alors que Saïd Bouteflika, restant au chevet de son frère souffrant, impose un *black-out* total sur l'état de santé du chef de l'État, ses rivaux multiplient, par médias interposés, les attaques contre le corps malade du président.

La plus rude d'entre elle est portée par cet ancien directeur de cabinet du chef de la police politique reconverti en patron de presse : ce dernier affirmant le 19 mai 2013 à la chaîne d'information en continu France 24 que le chef d'État algérien serait tombé dans un « coma profond » et aurait

21. Dans le régime prétorien en vigueur en Algérie, c'est la police politique, le DRS, qui délivre les autorisations de création de journaux.

22. <http://www.elwatan.com/actualite/hichem-aboud-la-surpuissance-du-general-toufik-est-un-mythe-24-04-2013-211451_109.php>.

23. <http://www.lequotidien-oran.com/index.php?news=5182263&archive_date=2013-04-27>.

été « évacué » le 15 mai 2013 en Algérie²⁴. Ce n'est pas tout : comme pour amplifier l'écho assourdissant du « *buzz* », la télévision algérienne, censément sous contrôle présidentiel, relaie le jour même la narration avancée par l'ancien directeur de cabinet du chef de la DGPS — l'usage par le média officiel du conditionnel entretenant savamment la confusion²⁵.

Alors que « l'absence d'information officielle sur l'état de santé du président commence à agacer »²⁶ (*sic*), le remuant patron de presse, changeant son fusil d'épaule, sonne la charge à nouveau quelques jours plus tard. L'agent des services en retraite, qui a avancé dans le plus grand journal francophone algérien une semaine à peine après l'AVC qui a accablé le président Bouteflika que la « puissance » du général des corps d'armée Mohamed Mediene, celui-là même qui détient le record mondial de longévité à la tête d'un appareil des services secrets, n'était en fait qu'un « mythe », plante le deuxième élément de langage (de ce qui ne tardera pas à s'imposer comme la narration du « passage en force du quatrième mandat ») : le frère du président, « outrepassant ses prérogatives », aurait opéré rien moins qu'un « coup d'État »²⁷. Au même moment, un ancien colonel du DRS converti en politologue vend, au cours d'une conférence de presse remarquée, le scénario improbable du retour de Liamine Zeroual aux commandes de l'État²⁸, le

24. <<http://www.france24.com/fr/20130519-deux-journaux-algeriens-censures-deterioration-sante-president-abdelaziz-bouteflika/>>. À la question de la journaliste de France 24 lui demandant s'il a consulté personnellement le « bulletin de santé du président Bouteflika », l'auteur du « *buzz* » répond : « Selon mes sources — moi je n'ai rien vu — mais j'ai des sources [...] médicales françaises et proches de la présidence algérienne [...] ». Dans une *interview* accordée à un journal algérien où la journaliste ne l'interroge ni sur la consultation ou pas des bulletins de santé du chef d'État ni sur (la fiabilité de) ses « sources », l'ancien directeur de cabinet du patron de la DGPS (Direction générale de la prévention et de la sécurité) ne parle pas de « coma profond ». À la question « peut-on connaître ce qu'il y a dans ce bulletin de santé ? », l'ancien capitaine de la police politique, qui omet d'évoquer ses « sources proches de la présidence », affirme : « En clair, il fait état d'un déficit immunitaire et métabolique dû à un traitement abusif de fortifiants. Ajouté à cela un cancer de l'estomac métastasé depuis plusieurs années. Ce sont ces informations obtenues auprès de sources médicales et militaires proches de l'hôpital Val-de-Grâce qui ont alimenté les articles contenus dans les deux pages qui devaient paraître dans notre édition d'hier. » Le titre de l'*interview* — « Nos articles ont été écrits sur la base d'un bulletin de santé du président » — ne laisse place à aucun doute : <http://www.elwatan.com/actualite/nos-articles-ont-ete-ecrits-sur-la-base-d-un-bulletin-de-sante-du-president-20-05-2013-214387_109.php>. La journaliste, qui a conduit l'*interview* après avoir publié le 24 avril 2014 un article à charge contre le frère du président, s'était vue décernée un mois auparavant un prix algérien de la liberté de la presse. *Liberté*, 9 mars 2013.

25. <http://www.youtube.com/watch?v=LrbVDInB-gA&feature=youtube_gdata_player>.

26. <http://www.elwatan.com/actualite/said-bouteflika-contrôle-tout-10-06-2013-216883_109.php>.

27. <http://www.elwatan.com/actualite/said-bouteflika-contrôle-tout-10-06-2013-216883_109.php>.

28. <<http://www.liberte-algerie.com/actualite/le-drs-avait-prevenu-bouteflika-mohamed-chafik-mesbah-au-forum-de-liberte-201089>>.

général-président ayant, trois ans après l'« élection-démonstration » de novembre 1995, écourté son mandat après son impéritie à exercer la réalité du pouvoir.

Le battage finit par porter ses fruits au terme de cette escalade : le 12 juin 2013, des dirigeants algériens accèdent enfin à Abdelaziz Bouteflika dans sa suite médicalisée des Invalides à Paris, une séquence filmée par la télévision étatique montrant le chancelant *rais* emmitoufflé d'une robe de chambre en compagnie du chef d'état-major de l'armée Gaïd Salah et du Premier ministre (et protégé du DRS) Abdelmalek Sellal²⁹. Le retour au pays d'Abdelaziz Bouteflika le 16 juillet 2013 et la prise en charge médicale de ce dernier par les médecins militaires algériens permettent au DRS de reprendre son avantage. La séquence conflictuelle laisse place à la « désescalade ».

Les images montrant le chef d'État sur une chaise roulante, le regard hagard, la voix inaudible, le bras gauche tombant, relancent cependant une interrogation gênante : qui gouverne — quand ceux qui sont censés gouverner ne gouvernent visiblement pas — ? Aussi, pour éviter coûte que coûte que l'impotence physique du chef de l'État n'achève de mettre à nu le système de gouvernement algérien, dans lequel le DRS a la haute main, un nouveau récit, improvisé au lendemain de l'AVC qui terrasse le président, est aussitôt propagé : la « toute puissance du frère et conseiller du *rais*, Saïd Bouteflika » !

Là encore, c'est un officier supérieur des services (en retraite) qui donne le *la* — dans le journal d'un oligarque lié au DRS. Or les points de vues et messages délivrés en situation de crise par le colonel des services en retraite sont suivis à la loupe. L'ancien chef de cabinet du général-président Zeroual, qui assure dans un entretien remarqué paru au plus fort de la crise politique de 2010 que le « pouvoir du chef de l'État repose sur un pilier principal, le DRS, dont il cultive volontiers la force de dissuasion » et qu'il « relève de l'ingénuité politique que de supposer que le chef de l'État, dans sa position actuelle, songe à couper la branche sur laquelle il est assis »³⁰, affirme, au prix d'une contradiction confondante, un tout nouveau récit : « Depuis la maladie de Bouteflika en 2005, c'est son frère Saïd qui a pris les choses en main »³¹ ! La narration, malgré le changement radical et inexplicable que son auteur glisse dans l'analyse qu'il déroule de ce qu'il appelle les « pôles du pouvoir », n'en a pas moins l'heur de plaire aux médias et autres experts qui la reprennent depuis en chœur. Mais dans ce « jeu tendu » où les « coups indirects » ne suffisent pas à « déterminer directement les transformations de la situation des protagonistes », le très actif « ex »-colonel du DRS, recourant à la « stigmatisation » (Dobry 1986 : 177 *sq.*), évoque l'éminence d'une

29. <<http://www.elmoudjahid.com/ar/videos/54/?page=2>>.

30. <<http://www.elwatan.com/archives/article.php?id=151449>>.

31. <<http://www.liberte-algerie.com/actualite/le-drs-avait-prevenu-bouteflika-mohamed-chafik-mesbah-au-forum-de-liberte-201089>>.

« politique de la terre brûlée »³². À l'heure où le groupe du chef d'état-major de l'armée ambitionne de pousser le patron du DRS à la sortie, cette allusion à peine voilée à la « montée aux extrêmes » sonne comme un tir de sommation.

La trajectoire institutionnelle empruntée par le système autoritaire algérien depuis la conjoncture critique des années 1990 est un cas typique d'un processus qui, tout en préservant la durabilité autoritaire, parvient à introduire une transformation institutionnelle progressive et néanmoins fondamentale du système. La militarisation du conflit qui s'installe dans le sillage du coup d'État du 11 janvier 1992, en modifiant l'environnement politique, ouvre une brèche entre la règle et sa mise en vigueur ; en autorisant une nouvelle accumulation des ressources et de l'autorité, celle-ci favorise un changement graduel à l'intérieur du système. Souterrain et imperceptible, le processus qui s'affirme grâce à la « sale guerre », favorise l'émergence d'un nouvel équilibre à l'intérieur des arrangements institutionnels sous-tendant le système autoritaire. Ce réarrangement institutionnel, que les analyses conventionnelles peinent précisément à repérer, est induit par la métamorphose de la police secrète, celle-ci passant — dans cette séquence que Charles Tilly (1985) a désormais immortalisée³³ — de la configuration d'un appareil à celle d'un État profond : un dispositif de gouvernement informel se logeant au fond des arrangements institutionnels du régime qui, en siphonnant le pouvoir d'État, parvient à neutraliser les segments concurrents du bloc dirigeant, à préempter la prise de décision et à s'autonomiser par rapport aux autres composantes du système.

Réinvention du Leviathan algérien, le processus de formation de l'État profond algérien participe moins d'un « complot » que du régime de la « conversion ». James Mahoney et Kathleen Thelen (2010) définissent comme tel tout changement dans lequel des acteurs, exploitant activement les ambiguïtés inhérentes aux institutions, mettent en œuvre une promulgation nouvelle des règles tout en maintenant ces dernières formellement inchangées. Cette combinatoire favorise, pour suivre leur analyse, l'émergence d'acteurs qui, redéployés stratégiquement, entreprennent d'exploiter l'ambiguïté des règles pour affecter aux institutions, formellement immuables, des visées nouvelles par rapport à celles pour lesquelles elles avaient été originellement conçues (*ibid.*). Le changement institutionnel par conversion, en s'opérant dans cet espace séparant la règle de sa mise en vigueur, repose en définitive sur un ressort capital : le « pouvoir infrastructurel », c'est-à-dire le pouvoir d'État. Or l'efficacité et la cohésion des appareils de coercition qui président à la survie d'un État rongé par la délégitimation (Skocpol 1985) reposent,

32. <<http://www.liberte-algerie.com/actualite/le-drs-avait-prevenu-bouteflika-mohamed-chafik-mesbah-au-forum-de-liberte-201089>>. Ce thème sera repris peu après par la « presse indépendante ».

33. Sur la « criminalisation de l'État », voir BAYART, ELLIS & HIBOU (1997).

dans le contexte algérien subséquent à l'expression de la souveraineté populaire le 26 décembre 1991, sur le Département du renseignement et de la sécurité. Redéployé stratégiquement, ce dernier orchestre la reprise en main prétorienne sur l'ensemble du dispositif du pouvoir d'État : de la techno-structure aux municipalités, des institutions de coercition à l'appareil judiciaire, de l'*intelligentsia* organique à l'appareil diplomatique, du capitalisme des copains à la « lutte anti-corruption » (Hachemaoui 2011).

Écoutons le témoignage averti de celui qui fut tour à tour président directeur général de Sonatrach, ambassadeur (en Belgique et en France), ministre (entre autres de l'Énergie et des Affaires étrangères) et chef du gouvernement, Sid Ahmed Ghazali : « Si vous comptez tous ceux qui travaillent officiellement pour les services, ceux qui travaillent avec eux officieusement, par peur, par intérêt, ou parce qu'ils savent à qui ils doivent leur nomination, vous découvrirez l'existence d'un parti clandestin de deux millions de membres »³⁴. L'allié de l'élite prétorienne, qui a été chef du gouvernement de juin 1991 à juillet 1992, sait de quoi il en retourne, deux membres fondateurs et dirigeants prééminents du Front islamique du salut entrant dans son cabinet avant et après le coup d'État de janvier 1992³⁵.

Le DRS, qui exerce le monopole sur l'ingénierie politique du régime depuis la reprise en main prétorienne de 1992, s'attèle, maintenant que les séquelles de l'AVC handicapent sérieusement le chef de l'État, à élaborer la formule qui puisse vendre non plus seulement le « quatrième mandat du *raïs* » mais surtout, relève de l'obsolescente génération de la guerre d'indépendance oblige, le renouvellement du système vieux de plus de cinquante ans. La « désescalade » de l'été 2013 est propice à la maturation de l'opération.

Pseudopolitics

Alors que les médias ont, campagne d'intoxication aidant, les yeux rivés sur l'écran du « conflit opposant le président Bouteflika au DRS », l'objectif recherché par le commandement de l'État profond, qui détient plusieurs coups d'avance sur ses concurrents, est, lui, autrement plus stratégique : la mise à jour du régime autoritaire en vue de la mise en route de la « version 4.0 » du prétorianisme algérien. Les trois précédentes formules, celles du *primus inter pares* (1962-1988), du *turnover* des chefs d'État (1992-1998)

34. <<http://www.humanite.fr/tribunes/sid-ahmed-ghozali-nous-ne-sommes-pas-sortis-de-l-ere-neocoloniale-506661#sthash.mg4fwKDd.dpuf>>.

35. Il s'agit des « cheikhs » Saïd Guechi (patron de l'organique du parti qui contrôlait depuis les élections locales de juin 1990 la majorité des assemblées municipales du pays) et Ahmed Merani (chef de la direction des œuvres sociales d'une formation qui avait fait de la distribution des œuvres pies l'un de ses principaux leviers de mobilisation). Le premier fut promu plus tard ambassadeur en Arabie Saoudite, tandis que le second fut nommé ministre des Affaires religieuses avant de se voir désigné sénateur par le président de la République.

et de la longévité du *raïs* s'avèrent obsolètes. Le démantèlement des arrangements institutionnels du prétorianisme étant définitivement exclu depuis l'éviction des réformateurs en juin 1991 et le *putsch* militaire qui s'en est suivi six mois plus tard, le problème auquel les gardiens du système autoritaire doivent apporter la réponse la plus indéchiffrable qui soit est le suivant : comment vendre l'après-Bouteflika comme étant un « changement de régime » ? Comment préempter la « version 4.0 » du système autoritaire algérien tout en simulant le simulacre de la fin de l'ère prétorienne ?

Quel mode opératoire faut-il privilégier au moment où la maladie handicapante du *raïs*, d'un côté, et l'approche de l'élection présidentielle, de l'autre, s'imposent comme de lourdes contraintes ? Les patrons de l'État profond, qui n'entendent pas faire du rendez-vous d'avril 2014 une opportunité pour amorcer, sinon un changement démocratique, du moins une ouverture politique, sont amenés à élaborer une formule à même de justifier la reconduction du *statu quo ante*. Quelle autre meilleure couverture que celle du *raïs* (Bouteflika), le DRS est-il en mesure de déplier pour justifier un énième scrutin sans la démocratie ? Comment les détenteurs du pouvoir réel pourront-ils mettre en œuvre l'autoritarisme électoral sans avoir à en assumer la responsabilité ?

C'est là qu'intervient la fausse piste de la « candidature de compromis entre Saïd Bouteflika et le général Toufik » que représenterait le Premier ministre Abdelmalek Sellal. Ancien *wali* (préfet), ambassadeur et ministre de l'Intérieur dans les années les plus dures de la survie du régime prétorien, Abdelmalek Sellal est désormais trop identifiable par sa proximité avec les services du DRS³⁶. Est-il concevable pour l'État profond, qui s'emploie depuis les soulèvements populaires arabes de 2011 à façonner la nouvelle formule du prétorianisme en Algérie, de jouer ainsi à découvert ?

Le « scénario Sellal », suggéré avec insistance par la « presse indépendante » de l'été 2013 à la veille de l'élection présidentielle d'avril 2014, remplit à la vérité deux objectifs. Le premier consiste à servir de manœuvre de diversion à la fâcheuse question de la convocation d'une élection présidentielle anticipée que l'état de santé chancelant d'Abdelaziz Bouteflika a tôt fait de soulever. Le second objectif, plus subtil, se rapporte aux rapports de force entre les deux principaux acteurs du collège des prétoriens, cénacle du « pouvoir despotique » du régime : le chef d'état-major Gaïd Salah et le patron du DRS Mohamed Mediène. En laissant croire, par intoxication et médias interposés, que Sellal serait le « successeur désigné par le clan présidentiel », les patrons de l'État de l'ombre cherchent à déclencher le *veto*,

36. Abdelmalek Sellal était ministre de l'Intérieur lors de l'homicide politique du dirigeant modéré du FIS Abdelkader Hachani. Libéré en juillet 1997 — après avoir été maintenu cinq ans durant en détention provisoire —, Abdelkader Hachani est assassiné à Alger le 22 novembre 1999 dans la salle d'attente de son dentiste, alors même qu'il était sous très étroite surveillance policière. Le dirigeant modéré du FIS était opposé à la politique de l'impunité et de l'oubli que le régime prétorien était en train d'implémenter (<www.algeria-watch.org>).

somme toute prévisible, du groupe du général des corps d'armée Gaïd Salah, ce dernier n'ignorant pas les liens rattachant le Premier ministre aux services de la police secrète. Ce *veto*, ébruité par fuites interposées, permet, après le « mythe du général Toufik » et « l'omnipotence de Saïd Bouteflika », d'emboîter un troisième élément de langage dans la construction narrative : la « toute-puissance » du général des corps d'armée Gaïd Salah et à travers lui de l'état-major.

Mais comment donner crédit à ce retournement, aussi brusque qu'improbable, des rapports de force ? La police politique, qui a été prise de court par l'AVC du président, est obligée, pour éviter coûte que coûte d'apparaître à l'heure de l'infirmité présidentielle comme la détentrice de la réalité du pouvoir, de dérouler, à coup de matraquage médiatique, un canevas rappelant au demeurant celui grâce auquel elle avait réussi le coup de maître de l'élection présidentielle de 2004 (Hachemaoui 2004) : la « puissance du chef d'état-major » et la « décapitation du DRS ».

L'opération comprend deux volets. Le premier se rapporte au vaste remaniement ministériel annoncé en grande pompe en septembre 2013 : alors que les « règles pragmatiques » (Bailey 1971) du régime consacrent la prévalence des institutions *de facto* de l'État profond sur les institutions *de jure* de l'État formel, le remaniement ministériel, soucieux d'accréditer, deux mois à peine après le retour sur chaise roulante de l'impotent *raïs*, le récit du tournant autocratique du régime, octroie généreusement les portefeuilles de l'Intérieur et de la Justice à deux ministres, issus comme les Bouteflika de la périphérie de Tlemcen (dans le nord-ouest du pays)³⁷. Et pour mieux vendre la narration du « déclin du général Mediene », ledit remaniement valide l'entrée — très fortement médiatisée — du chef d'état-major au gouvernement en qualité de vice-ministre de la Défense, le cumul des fonctions formelles devant par soi seul prouver la détention, par le « plus vieux officier au monde », de la réalité du pouvoir³⁸.

37. Si le premier, totalement effacé, est discrètement remplacé quelques mois plus tard par un ancien préfet (*wali*), le second est, lui, maintenu en place — le ministre de la Justice, président durant les années 1990 d'un syndicat officiel de magistrats qui ne s'est pas illustré par son opposition radicale à l'arsenal prétorien de quasi état d'exception installé lors de la « sale guerre », est un fervent défenseur de la politique d'impunité et d'oubli mise en place depuis la fin de la décennie 1990.

38. Un précédent, passé inaperçu en dépit de son importance, mérite d'être rappelé ici : la nomination furtive (entre juillet 1980 et janvier 1982) à ce poste du colonel Kasdi Merbah, ci-devant patron de la Sécurité militaire ; la désignation de ce dernier en qualité de « vice-ministre de la Défense chargé du soutien et des industries militaires » a permis au groupe du colonel-président Chadli de neutraliser le redouté chef de la police politique avant de le nommer à la tête de ministères civils (industrie lourde, agriculture). La nomination, dans le même contexte, du colonel Abdallah Belhouchet, chef de la première région militaire (centre), au poste de « vice-ministre de la Défense nationale chargé de l'inspection générale de l'Armée » entre 1982 et 1986 n'était pas moins protocolaire, la réalité du pouvoir étant exercée par le Haut Conseil de Sécurité que présidait Larbi Belkheir — futur directeur du cabinet présidentiel —, depuis la création de cette institution en avril

Le second volet de « l'opération quatrième mandat » est afférent à la « restructuration du DRS » ; celle-ci comprenant notamment quatre principales mesures : la « dissolution » du service de la police judiciaire de l'armée ; le « rattachement » à l'état-major général de la Direction centrale de la sécurité de l'armée (DCSA) ainsi que du Centre de communication et de diffusion (CCD) ; le « limogeage » des généraux-majors Athmane Tartag et M'henna Djebbar de leurs postes respectifs de patrons du contre-espionnage (Direction de la sécurité intérieure) et de la DCSA. Annoncée en grande pompe par les médias, l'opération finement menée par la police politique entend installer la narration de la « puissance du chef d'état-major » et de son revers, la « décapitation du DRS »³⁹. Rien n'est pourtant moins sûr⁴⁰.

Ce récit, vendu après la dégradation de l'état de santé du chef de l'État qui a mis à nu la réalité du système de gouvernement algérien, ne tient nullement compte de l'évolution interne des institutions autoritaires. Aussi convient-il, avant d'apprécier le réaménagement institutionnel formel de septembre 2013, de replacer celui-ci dans le cadre du processus dans lequel il s'inscrit. Dégageons, dans cette perspective, les effets combinés des institutions et du processus.

– Dans le régime prétorien en vigueur en Algérie depuis l'indépendance, le chef d'état-major de l'armée ne constitue guère un organe majeur de la décision politique. Le colonel Boumediene — ci-devant chef de l'état-major général (EMG) de l'armée de libération nationale depuis la création de cette

1980. Protégé du très influent général-major Larbi Belkheir, l'influent patron du DRS, Mohamed Mediene, semble avoir particulièrement bien médité ces deux « coups ».

39. Les médias étrangers ne sont pas en reste comme l'illustre cet article, paradigmatique, du *Figaro*, intitulé « Algérie : quand les "services" sortent de l'ombre ». L'envoyé spécial du quotidien français, relatant ses pérégrinations dans les salons feutrés d'Alger, écrit : « La scène se passe devant le Patio, un restaurant du quartier d'El-Biar où se côtoie le tout-Alger de la politique et des affaires. Croisé par hasard, un ancien fonctionnaire chargé de surveiller la presse internationale dans les grands hôtels durant les années noires de l'insurrection islamiste se lâche. "Je peux vous le dire maintenant, je n'étais pas commissaire de police mais colonel au DRS", glisse cet "ex-policier" reconverti dans le conseil aux entreprises. La confidence est révélatrice des changements en cours : le DRS, qui a longtemps fait la pluie et le beau temps dans la vie politique [...] sort peu à peu de l'ombre. » L'envoyé spécial de ce grand journal européen n'envisage à aucun moment l'hypothèse selon laquelle cet « ex-colonel du DRS » qu'il rencontre « par hasard » dans un restaurant dont il précise pourtant qu'il est prisé des journalistes étrangers, le manipulerait une seconde fois. Et le journaliste de relayer la trame narrative façonnée par la police politique pour faire passer la thèse du « tournant autocratique » : « Fort de ses quinze ans de pouvoir, Bouteflika a conforté son autorité en rognant les prérogatives des services, et a réorganisé le DRS. "Le DRS est en slip", confiait au Figaro un ancien responsable du DRS », <<http://www.lefigaro.fr/international/2014/04/16/01003-20140416ARTFIG00291-algerie-quand-les-services-sortent-de-l-ombre.php>>.

40. <<http://www.la-croix.com/Actualite/Monde/Mohammed-Hachemaoui-Le-service-de-renseignement-detient-tous-les-leviers-du-pouvoir-en-Algerie-2013-10-01-1030051>>.

institution éphémère en 1961 à la prise du pouvoir en juillet 1962 —, voulant, en sa qualité de ministre de la Défense, exercer son contrôle sur l'armée, ne se résout à instaurer le poste de chef d'état-major que sur l'insistance, en 1964, du président Ahmed Ben Bella. Or de l'aveu même de son titulaire, le colonel Tahar Zbiri (2012 : 193, 204), le « chef d'état-major » était dépouillé de tout pouvoir — au profit de Boumediene et de son homme de confiance, le secrétaire général du ministère de la Défense (Abdelkader Chabou). — L'échec du *putsch* improvisé par Tahar Zbiri en décembre 1967 fournit au colonel Houari Boumediene, ministre de la Défense et chef de l'État, le prétexte pour dissoudre purement et simplement cette institution militaire, l'armée algérienne restant depuis sans chef d'état-major... jusqu'en 1984 ! Ce choix institutionnel, s'il a permis au *caudillo* d'éviter les tentatives de coups d'État n'en a pas moins renforcé le poids des chefs de régions militaires, érigés, à l'ombre du partage du pouvoir et de la richesse, en seigneurs de fiefs (Hidouci 1995 : 232). Le collège des prétoriens entourant le successeur de Boumediene, pour réduire le pouvoir de ces barons, décide alors d'instituer, dans la foulée de la réélection en 1984 de Chadli pour un second mandat présidentiel, un état-major central. Deux enseignements politiques performatifs empêchent cependant de faire du chef d'état-major le patron de l'armée. Le premier, endogène, se rapporte à la « conjoncture critique » qu'a constitué la survie du régime prétorien au cours des premières années de l'indépendance : le syndrome du *putsch* manqué de décembre 1967. Le second enseignement est exogène : éviter de subir un bras de fer « chef d'État vs chef de l'armée » de type de ceux qu'ont dû subir — dans le régime prétorien égyptien qui a tant influencé l'architecte du système Houari Boumediene — les *raïs* Nasser et Moubarak face aux maréchaux, tour à tour, Abdel Halim Amer (chef d'état-major de 1956 à 1967) et Abdel Halim Abu Ghazala (ministre de la Défense de 1981-1989) (Waterbury 1983 ; Springborg 1987). Aussi, le vieillissant chef d'état-major Abdallah Belhouchet⁴¹ — flanqué comme Tahar Zbiri avant lui, de deux adjoints — n'exercera-t-il qu'une fonction somme toute formelle, la réalité du pouvoir étant concentrée au niveau de la direction du Haut Conseil de Sécurité, structure de commandement « centralisant » les affaires de renseignement et de défense créée et confiée, dès 1980, à celui qui ne tardera pas à devenir patron du collège des prétoriens, le très influent Larbi Belkheir⁴².

41. Ancien officier de l'armée française, il fait la guerre d'Indochine avant de rejoindre l'ALN en 1956. Son prédécesseur au poste de chef d'état-major (1984-1986), Mustapha Benloucif, a été limogé officiellement pour « affaire de corruption ». Ami personnel du président depuis la guerre d'indépendance, Benloucif, plus jeune général-major de l'armée, était un rival du groupe des « déserteurs de l'armée française » (DAF) mené par le très influent patron du cabinet présidentiel, Larbi Belkheir.

42. Décret 80-87 du 30 mars 1980 relatif aux modalités d'organisation et de fonctionnement du Haut Conseil de Sécurité, *Journal officiel de la République algérienne*, 1^{er} avril 1980. Le décret, passé inaperçu par les spécialistes en dépit de son extrême

– L’ascendant, structurel et structurant, des services secrets sur le chef d’état-major se révèle au grand jour dans l’impéritie de l’imposant général des corps d’armée Mohamed Lamari à traduire sur le terrain le *veto* qu’il a brandi quasi publiquement contre le deuxième mandat de Bouteflika en 2004 (Hachemaoui 2004 ; Werenfels 2007). Ce désaveu, cinglant, trahit une mutation passée inaperçue en dépit de sa prime importance : le « pouvoir infrastructurel » qui sert à exécuter les décisions de l’élite dirigeante est désormais « monopolisé » par la police politique, le Département du renseignement et de la sécurité — héritier de la Sécurité militaire et du Haut conseil de sécurité — soutenant en sous-main la formule du *raïs* pour, tout ensemble, parachever la consolidation du régime prétorien et neutraliser ses rivaux les plus encombrants. Il en est ainsi de la sortie des généraux-majors Mohamed Lamari et Larbi Belkheir. Ces derniers, réalisant l’ampleur de l’État profond, lancent, en avril 2001, une opération, restée sans équivalent à ce jour, visant le limogeage du tout puissant général-major Mohamed Mediene. La campagne, orchestrée par presse interposée, va jusqu’à évoquer l’implication du général-major Mediene dans l’homicide politique du dirigeant modéré du FIS Abdelkader Hachani⁴³. C’est là qu’apparaît dans le magazine français *Le Nouvel Observateur* une *interview* retentissante d’un ancien capitaine de la police politique dans laquelle il affirme l’implication du très influent Larbi Belkheir dans le tristement célèbre homicide politique, perpétré le 7 avril 1987 à Paris, du dissident algérien Ali Mécili⁴⁴. C’est dans ce contexte institutionnel marqué par la fragmentation du pouvoir « despotique » et « infrastructurel » de l’État autoritaire algérien que surgit précisément l’obscur engrenage de violence qui s’est abattu sur la Kabylie à partir du 18 avril 2001. Monté depuis au créneau pour s’opposer, au nom de l’institution militaire, à l’option Bouteflika, le chef d’état-major de l’armée, à qui le plébiscite

---

importance, stipule ce qui suit : « Le haut conseil de sécurité est doté d’un secrétariat permanent chargé de : 1°) de la préparation de l’ordre du jour des réunions ; 2°) de la préparation des dossiers de l’ordre du jour ; 3°) de la tenue des procès-verbaux des réunions ; 4°) de la conservation des documents et archives du haut conseil de sécurité ; 5°) de la *centralisation des informations en matière de sécurité nationale* [...] » (nos italiques). Le décret du 27 avril 1980 (*Journal officiel de la République algérienne*, 6 mai 1980) nomme l’alors lieutenant-colonel Larbi Belkheir au poste de « secrétaire permanent du haut conseil de sécurité [...] chargé, en outre, de traiter au sein de la Présidence de la République des questions à caractère militaire et de suivre celles afférentes à la coordination et au suivi des activités de sécurité nationale » (nos italiques). Ce décret fait ainsi du futur général-major et patron du « cabinet présidentiel », Larbi Belkheir, le chef de *facto* de l’armée, des services secrets, de la gendarmerie et de la police.

43. *L’Authentique* des 13 et 14 avril 2001. Dans le même contexte, le journal *El Watan* titre en « une » de son édition du 23 avril 2001 : « Toufik serait partant ». Alors que les circonstances de cet homicide politique demeurent on ne peut plus troubles, son assassin présumé, condamné à la peine capitale lors d’un procès non équitable tenu en avril 2001, est libéré en mars 2006... *Liberté*, 11 mars 2006.

44. *Le Nouvel Observateur*, n° 1910, semaine du 14 juin 2001. Lire sur cet assassinat politique, AÏT AHMED (2007).

du *raïs* qu'orchestre la police politique le 8 avril 2004 inflige un cinglant désaveu, n'a d'autre choix que de démissionner. Le directeur du cabinet de la Présidence Larbi Belkheir, qui ne s'est pas affiché comme Mohamed Lamari, est écarté en douceur un an plus tard.

– La démission, consécutive à l'élection présidentielle de 2004, du chef d'état-major Mohamed Lamari révèle, à y bien voir, la mue des services secrets — à l'ombre de la militarisation du conflit — en un État profond contrôlant l'armée. Écoutons à nouveau l'allié de l'élite prétorienne Sid-Ahmed Ghozali : « Je n'ai jamais eu, au cours de mon mandat de chef du gouvernement (juin 1991-juillet 1992), d'entretiens de travail en tête à tête avec Khaled Nezzar. À chaque fois, il y avait le général Mediène. » Le ministre de la Défense Khaled Nezzar (septembre 1990-décembre 1993) faisait pourtant figure d'« homme fort de l'armée ». Et l'ancien chef du gouvernement d'ajouter : « Lorsque je fais remarquer à Khaled Nezzar qu'il a, lui aussi, été manipulé par le DRS, il se met en colère, mais les faits sont têtus. Il s'est publiquement opposé à (la cooptation de) Bouteflika en 1999 avant de se rétracter tout aussi publiquement. Il s'est opposé, avec le chef d'état-major Lamari, au deuxième mandat de Bouteflika, sans plus de succès, car le DRS avait réussi (avec cette élection présidentielle de 2004) le crime parfait »⁴⁵. Interrogé sur l'issue de l'élection présidentielle de 2004, le général en retraite et ancien secrétaire général du ministère de la Défense, Rachid Benyelles, confesse : « Je suis entré en lice parce que j'avais reçu des assurances du haut commandement militaire sur la neutralité de l'Armée dans ce scrutin. J'ai été roulé dans la farine »⁴⁶.

– La nomination du vieillissant général Gaïd Salah à la place de l'impresionnant général-major Mohamed Lamari d'une part, et l'installation, de l'autre, du revenant Abdelmalek Guenaïzia — chef d'état-major ayant quitté ses fonctions trois ans après son installation pour servir de 1993 à 2004 en qualité d'ambassadeur dans la très paisible confédération helvétique — au poste de ministre-délégué à la Défense, consacrent, toutes deux, l'affaiblissement institutionnel de l'état-major comme centre de décision politique au profit du DRS, l'État profond devenant avec la Direction centrale de la sécurité de l'armée (qu'il contrôle depuis 1990) et ses multiples troupes d'élite, une véritable armée à l'intérieur de l'armée (Chevillard 1995 ; Samraoui 2003 ; Kervyn & Gèze 2004).

– La prise de contrôle, subséquente à la mort du général-major Smaïn Lamari en août 2007, de l'appareil du contre-espionnage par le général-major Mohamed Mediène ; le puissant patron des services secrets imposant en 2011 son protégé, le général-major El Bachir Sahraoui *alias* Tartag, à la tête de la Direction de la sécurité intérieure — en lieu et place du candidat défendu par le président Bouteflika⁴⁷.

45. Entretiens avec Sid-Ahmed Ghozali, Alger, novembre 2010.

46. Entretien avec l'auteur, Alger, avril 2004.

47. Entretiens anonymes avec deux officiers supérieurs actifs et un haut cadre en retraite (Alger, 2012).

Mouloud Hamrouche, ancien lieutenant-colonel des services, secrétaire général de la Présidence (1986-1989), chef du gouvernement (septembre 1989-juin 1991) et artisan des réformes démocratiques de années 1989-1991 est formel : « Il n'y a *plus* d'état-major de l'armée au sens de centre de décision politique. » Et ce fin connaisseur des rouages du régime autoritaire algérien d'ajouter : « Le DRS détient la réalité du pouvoir »⁴⁸.

Parvenu au faîte de sa puissance, le général-major Mohamed Mediene est contraint, pour éviter coûte que coûte d'apparaître depuis l'impotence physique du président de la République comme celui qui détient les rênes du pouvoir d'État, de répandre la narration de la « déstructuration du DRS ». Les faits infirment du reste cette légende.

– La « dissolution » de la police judiciaire de l'armée n'ampute en rien l'appareil de l'État profond spécialisé dans les affaires de grande corruption, les services secrets jouissant, depuis 1966 — comme le précise au demeurant l'article 15 du code de procédure pénale algérien — de la prérogative de désigner des officiers de police judiciaire parmi son effectif.

– Le « rattachement » de la Direction centrale de la sécurité de l'armée et du « service presse » à l'état-major, loin d'être une nouveauté, ne signifie en rien la capture de ces appareils stratégiques par le patron nominal du haut commandement militaire, la réalité du pouvoir se déroband — comme l'a bien révélé l'isolement du général des corps d'armée Mohamed Lamari au lendemain du scrutin présidentiel du 8 avril 2004 — aux institutions formelles.

– Les généraux-majors Tartag et Djebbar n'ont pas été « admis à la retraite » ; le tapage sur le « limogeage des adjoints du général Toufik » visant moins à « décapiter le DRS » qu'à absorber les mécontentements provoqués, notamment à l'étranger, par la tragédie d'In Amenas⁴⁹.

Un dernier grand coup médiatique est déclenché le 3 février 2014 pour vendre le scénario du « passage en force du quatrième mandat » : « l'attaque » de l'inénarrable Ammar Saïdani contre le patron du tout-puissant DRS, le redoutable « général Toufik ». Avant de parler de ce « coup », il convient d'évoquer au préalable son auteur putatif. Ammar Saïdani, dont l'évolution dans l'orbite de la police politique à Biskra (dans le sud-est algérien) est du domaine public, s'illustre une première fois par son soutien zélé au régime prétorien des années 1990 avant de se faire bombarder, en 2004, président de la chambre basse du parlement — son prédécesseur ayant démissionné

48. Entretien avec Mouloud Hamrouche, Alger, 4 juillet 2012. Nos italiques.

49. La mise sous quarantaine du général Aït Ouarabi alias « Hassan », qui a commandé l'opération de « libération des otages » du site gazier de Tiguentourine qu'exploite la société mixte BP-Statoil-Sonatrach, loin de s'inscrire dans une « guerre de clans opposant l'état-major au DRS », est davantage plutôt destinée aux capitales occidentales touchées par le drame, Londres en tête. Le Premier ministre David Cameron, qui a sévèrement critiqué l'assaut donné par le Groupe d'intervention spécial (GIS) du DRS, s'est rendu à Alger deux semaines plus tard en compagnie des chefs du renseignement britannique.

dans le sillage de la défaite de Benflis face à Bouteflika II. Personnage sur lequel pèse, dès avant sa mise à l'écart de la vie institutionnelle et politique en 2007 par le président, de lourds soupçons de grande corruption, Ammar Saïdani se voit bombardé au devant de la scène deux mois à peine après le retour au pays du vacillant Abdelaziz Bouteflika : son installation contestée à la tête du FLN — un appareil au demeurant solidement contrôlé par le DRS depuis la fameuse éviction du réformateur Abdelhamid Mehri en 1996 — en lieu et place d'un fidèle du *raïs*, annonçant le lancement de « l'opération quatrième mandat ».

C'est donc un personnage non plus seulement controversé mais aussi sinon surtout à la merci du DRS, dont l'appareil exerce le monopole sur les investigations relatives à la corruption politique, qui s'en prend au patron de l'État profond. Contrairement à l'interprétation consacrée par le récit standard, l'*interview* du secrétaire général du FLN⁵⁰, n'arrange en rien les affaires du *raïs*. Pourquoi Bouteflika élirait-il ce personnage par trop controversé, qu'il a au demeurant écarté des affaires en 2007, pour plaider sa cause ? Pourquoi Amar Saïdani s'improvise-t-il, la veille de la candidature du chef de l'État pour un quatrième mandat, l'avocat zélé de Chakib Khelil dont la politique énergétique pro-étasunienne pour ne rien dire des soupçons de corruption qui pèsent sur lui font de l'ancien pilier de Bouteflika pour ainsi dire un « boulet » dans les pieds du *raïs* ? De qui l'improbable Saadani est-il alors réellement le messenger ?

La vraie-fausse charge décochée par cet agent de la *pseudopolitics* rend, à y bien voir, un précieux service à celui qui dirige la police secrète depuis un quart de siècle : en accréditant d'abord la narration du « mythe » de la puissance du général des corps d'armée Mohamed Mediene ; en transformant, ensuite, grâce au concert de soutiens mis en scène au lendemain de cette « attaque » par « presse indépendante », « société civile » et « classe politique » interposées, l'insubmersible patron des services algériens en « ultime rempart contre la mafia politico-financière qui menace d'emporter la République » ; en transférant sur la critique de la police politique développée par des opposants et intellectuels de la trempe de Hocine Aït Ahmed et Mohammed Harbi les représentations que charrie un personnage aussi controversé que Ammar Saïdani — représentations véhiculées par les articles et les caricatures de la « presse indépendante ». *Last but not least* : le déluge de condamnations tombant sur l'auteur présumé de la « virulente charge » contre le chef des services avertit sur le coût extrêmement élevé qu'aura à subir toute remise en cause, à l'avenir, de l'implication de la police secrète dans tel ou tel épisode de « *dirty tricks politics* ».

Ce n'est pas tout. Dans ce « jeu tendu », Saïd Bouteflika, le frère cadet du *raïs* qui ambitionne de déloger le puissant patron du DRS en s'appuyant sur la position occupée par le général Gaïd Salah dans le régime formel, est

50. <<http://www.tsa-algerie.com/entretiens/item/4593-exclusif-amar-saadani-toufik-aurait-du-demissionner#itemCommentsAnchor>>.

le premier à tomber. Une semaine après le tir frappé par Saïdani interposé, le novice Saïd Bouteflika est surpris par un coup d'une terrible violence. Dans une lettre publiée par le même site ayant lancé le « coup » de Saïdani, cet ancien capitaine de la police politique converti en « journaliste-écrivain » — celui-là même qui affirme, au lendemain du lancement en avril 2001 de l'opération d'éviction du redoutable Mohamed Mediene, l'implication de Larbi Belkheir dans l'assassinat du dissident Ali Mécili — s'en prend cette fois féroce à l'intimité sexuelle du frère et conseiller du *raïs*⁵¹...

Dans cet « enchaînement de coups », l'attaque impunie de l'ancien officier des services est d'une implacable efficacité : humilié publiquement, qui plus est dans sa dignité, Saïd Bouteflika est neutralisé ; privé de défense officielle, isolé sur les plans tant médiatique que partisan, le conseiller à la Présidence est éliminé politiquement. Ici apparaît, une fois de plus, l'utilité, dans la structure du jeu politique algérien, du journalisme jaune comme « agence d'exécution de coups » et instrument de « *dirty tricks politics* ». Le silence assourdissant observé par la « société civile » et la « classe politique » à propos de cette « politique de sales coups » se veut, aussi, un avertissement à ceux qui s'emploient à mettre à nu le système de gouvernement.

Le « processus d'escalade » déclenché par Saïdani interposé permet au DRS d'atteindre un troisième objectif. En effet, au moment où le (groupe du) vieillissant Gaïd Salah, transporté qu'il est par sa nouvelle position dans le régime formel, entend destituer le redoutable Mediene⁵², l'impressionnante contre-offensive politico-médiatique orchestrée en soutien au patron du DRS, achève de tuer dans l'œuf les velléités du successeur de Mohamed Lamari. Sommé par la « presse indépendante » de poursuivre en justice l'auteur de cette « attaque contre une institution de l'armée », le vice-ministre de la Défense qui ambitionnait de limoger le général des corps d'armée Mediene, se retrouve ainsi face à un dilemme des plus paralysants : poursuivre en justice l'auteur des attaques contre le chef des services au risque de se déjuger auprès de ses pairs ; refuser de condamner Saïdani en courant le danger de cautionner une « cabale visant les intérêts supérieurs de l'État ». Le général Gaïd Salah subit, au moment même où il est frappé de « paralysie tactique », une attaque des plus brutales ; celle-ci étant décochée non par un civil sans crédit mais par un militaire trempé dans l'acier : l'ancien chef d'état-major des forces spéciales, le général en retraite Hocine Benhadid. L'artilleur, qui s'est déjà illustré la veille de l'élection présidentielle de 2004 par ses attaques

51. <<http://www.tsa-algerie.com/actualite/item/5158-exclusif-said-bouteflika-reagit-a-la-lettre-de-hicham-aboud>>. L'ancien chef de cabinet du patron de la DGPS (ex-Sécurité militaire) rejoint peu après ce « coup » un site français lancé par un ancien du *Canard enchaîné* ; dans un éditorial, ce dernier allant jusqu'à affirmer que « le général Mediene s'est toujours voulu légitimiste, du moins respectueux de l'ordre constitutionnel [...] » : <<http://mondafrique.com/lire/politique/2014/11/01/le-patron-du-drs-mohamed-mediene-attend-son-heure>>.

52. Lire *inter alia* l'édition du 6 février 2014 du premier journal du pays *El Khabar* : <<file:///Users/hachemaouimohammed/Desktop/Présidentielle%202014/dossier%20sans%20titre%204/DRS%20ÉVINCÉ%20PAR%20BOUTEF.html>>.

frontales contre le directeur du cabinet de la Présidence Larbi Belkheir (Hachemaoui 2004), récidive dix ans plus tard contre un autre rival de Mohamed Mediene. Déclenchée à grands renforts de médias moins de dix jours après la sortie du bien improbable Ammar Saïdani, la charge de l'ancien commandant de la très stratégique III^e région militaire (sud-ouest algérien aux frontières avec le Maroc), qui précise au demeurant « parler à la demande de ses frères d'armes », est particulièrement féroce : « Ne l'appellez plus "chef d'état-major" [...]. Le chef d'état-major n'a aucune crédibilité et personne dans l'armée ne le porte dans son cœur [...] » !⁵³ La « presse indépendante » et la « classe politique », qui se lèvent comme un seul homme pour défendre en chœur le général des corps d'armée Mediene au nom des « intérêts supérieurs du pays », observent un silence assourdissant face aux attaques, autrement plus virulentes, visant le chef d'état-major en titre. Dépourvu de « pouvoir infrastructurel », isolé politiquement, le vice-ministre de la Défense se retrouve neutralisé à son tour ; accusant le coup sans pouvoir riposter, le général Gaïd Salah n'est désormais plus en mesure d'exiger le départ à la retraite du redoutable patron du DRS, décrit par le général Benhadid — à l'heure où la « stigmatisation » de la « terre brûlée » trouve un écho dans le conflit sanglant qui déchire au même moment la vallée du Mzab — comme un « loup sauvage indomptable ». Le bras de fer engagé par le successeur du général des corps d'armée Mohamed Lamari contre le puissant chef de l'État profond se termine comme prévu : par la neutralisation du premier⁵⁴.

Tandis que la narration célébrée par les médias et les experts s'emploie à accréditer la légende de l'« opposition du DRS au quatrième mandat », les indices révélant l'exact contraire de ce récit sont éloquentes. Quatre d'entre eux méritent d'être rappelés ici : le soutien apporté par le gouvernement, le RND et la centrale syndicale, trois appareils bien contrôlés s'il en est par la police politique ; la nomination, subséquente à la neutralisation du frère du *raïs*, du revenant Ahmed Ouyahia, dont la forte proximité avec le DRS relève pour ainsi dire du secret de Polichinelle, au poste très stratégique de directeur de cabinet de la présidence.

Un dernier indice, et non des moindres, trahit le soutien du DRS au quatrième mandat : le discours lu au nom du chef de l'État le 18 février 2014, c'est-à-dire au lendemain de la sortie subversive de l'ancien chef du gouvernement Mouloud Hamrouche. Visiblement informé des clivages qui tiraillent le collège des prétoriens⁵⁵ au sujet de l'après-Bouteflika, le politique entend

53. Son *interview* paraît le 12 février 2014 dans les quotidiens arabophone *El Khabar* et francophone *El Watan* : <<http://www.elkhabar.com/ar/autres/hiwarat/385696.html>> ; <http://www.elwatan.com/actualite/hocine-benhadid-bouteflika-doit-partir-dignement-et-gaid-salah-n-est-pas-credible-12-02-2014-245523_109.php>.

54. <<http://www.la-croix.com/Actualite/Monde/Mohammed-Hachemaoui-Le-service-de-renseignement-detient-tous-les-leviers-du-pouvoir-en-Algerie-2013-10-01-1030051>>.

55. Ancien lieutenant-colonel de la Sécurité militaire, Mouloud Hamrouche entretient de solides relations avec certains officiers supérieurs de l'armée. Entretiens anonymes avec trois officiers supérieurs, Alger, février 2014.

saisir le rendez-vous d'avril 2014 pour placer les gardiens du régime devant leur « responsabilité historique ». S'adressant à ces derniers, l'artisan de la libéralisation politique des années 1989-1991 déclare : « Notre pays vit des moments sensibles qui vont conditionner son avenir immédiat et profiler irrémédiablement son devenir, au-delà de la présidentielle, indépendamment du fait que le Président soit candidat ou pas, par l'arrivée de nouvelles générations aux postes de responsabilité [...]. Nos constituants sociaux ne peuvent s'accommoder de pouvoir souverain sans contre-pouvoir. Il ne peut y avoir d'exercice d'un pouvoir d'autorité ou de mission sans habilitation par la loi et sans un contrôle [...] »⁵⁶. La démarche du réformateur, qui situe les vrais enjeux dans la préparation de l'après-Bouteflika, signifie en creux que l'élection présidentielle est d'ores et déjà pliée, avec ou sans la candidature de Bouteflika ; en dénonçant l'absence de contre-pouvoir et l'exercice informel de l'autorité, la sortie de Mouloud Hamrouche accélère la décantation, mais dans un sens favorable au DRS. Pour neutraliser la démarche politique de ce rival, l'état-major du DRS, qui contrôle le discours des autorités, riposte le lendemain même de l'irruption de l'architecte des institutions subversives des années 1989-1991. Pour bien notifier le verrouillage de l'élection présidentielle d'avril 2014, le discours officiel du 18 février met l'accent sur trois points. Premièrement : en insistant sur sa qualité de « chef suprême des forces armées », le texte présente *de facto* Abdelaziz Bouteflika comme le candidat de l'institution militaire. Deuxièmement : à l'heure où le vice-ministre de la Défense aspire à révoquer le général Mohamed Mediene, le chef de l'État « renouvelle clairement » son soutien au DRS qui « doit continuer à exécuter ses missions et attributions que lui confère la loi ». Et le discours « lu au nom du président de la République » de rappeler, en réponse à l'allusion glissée par Mouloud Hamrouche, ce qui suit : « Partie intégrante de l'Armée nationale populaire, ce département accomplit ses missions dans le cadre de la loi et conformément aux textes régissant ses activités. » Troisièmement : brandir la menace des poursuites judiciaires pour délit de « subversion » afin d'empêcher l'émergence, à l'occasion de la présidentielle, d'un débat public libre sur les institutions politiques du pays⁵⁷.

Alors que les professionnels de l'autoritarisme électoral sont en lice, l'issue de la présidentielle s'avère ainsi bien scellée, et ce, deux mois avant le jour du scrutin, la visite très remarquée qu'effectue le secrétaire d'État américain John Kerry les 2 et 3 avril 2014 à Alger⁵⁸ ne laissant désormais

56. <http://www.elwatan.com/actualite/presidentielle-les-avertissements-de-mouloud-hamrouche-17-02-2014-246101_109.php>.

57. Lire l'intégralité du discours dans <http://www.elwatan.com/actualite/la-declaration-integrale-du-president-bouteflika-18-02-2014-246279_109.php>.

58. L'Administration Obama II, qui a reçu tour à tour le souverain marocain (le 22 novembre 2013) et le Premier ministre tunisien (le 2 avril 2014) à la Maison-Blanche, n'a pas jugé utile de refuser ce « cadeau » au partenaire sécuritaire algérien. Le secrétaire d'État US n'a rencontré le chef d'État algérien qu'à la toute fin de son programme. Au cours de cette courte entrevue, Abdelaziz Bouteflika a demandé au secrétaire d'État américain, qui l'interrogeait sur les domaines dans

aucun doute sur l'issue du scrutin. La campagne politico-médiatique anti-Bouteflika, qui redouble d'intensité depuis l'officialisation de la candidature du bien diminué chef de l'État, remplit dans ce cadre-là un rôle fondamental : entreprendre de capturer le mécontentement populaire diffus à travers les sentiments de gêne et d'indignation suscités par cette image diffusée par la télévision officielle montrant un candidat, rongé par la maladie, formuler péniblement sa candidature à l'élection présidentielle⁵⁹ ; rendre une élection fermée la plus imprévisible et attractive qui soit ; permettre aux patrons de l'État profond de maintenir la pression sur le « clan présidentiel » pour obtenir de lui davantage encore de concessions ; redonner, comme à chaque scrutin d'autoritarisme électoral, quelque crédit à une opposition officielle, il est vrai usée jusqu'à la corde par la « *pseudopolitics* ».

Néo-autoritarisme néolibéral

Le Département du renseignement et de la sécurité, qui détient, depuis l'éviction des réformateurs du gouvernement en juin 1991, le monopole sur l'ingénierie politique du régime, tire deux « enseignements tactiques »⁶⁰ des recompositions survenues dans le monde arabe depuis les soulèvements populaires tunisien et égyptien de 2011 : les griefs et ressentiments des laissés-pour-compte sont « canalisés » par le rejet du *raïs*, figure incarnant dans les représentations populaires l'autoritarisme et la corruption (Hachemaoui 2012c) ; la puissance symbolique de la chute du « président à vie » Moubarak permet à l'élite prétorienne de préserver l'armée qui constitue en Égypte tout à la fois un État dans l'État et un empire économique (Mitchell 2002 ; Henry & Springborg 2010 ; Marshall & Stacher 2012 ; Sayigh 2012).

Or, la destitution le 3 juillet 2013 du premier président civil arabe élu dans un scrutin concurrentiel, prescrit, guerres civiles libyenne et syrienne aidant, un renversement de situation stratégique en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Les appuis diplomatiques apportés par les « démocraties occidentales » au régime prétorien du maréchal Al-Sissi traduisent une donne géopolitique majeure : la légitimation, par l'empire global (Mann 2003 ; Khalidi 2004), de l'autoritarisme dans les États ébranlés par les soulèvements populaires — et son revers, l'endiguement de la démocratisation du monde arabe dans les limites de la Tunisie (Hachemaoui 2013a ; Gobe & Chouikha 2014). Pareil contexte géopolitique procure, trois ans à peine après le séisme politique arabe de 2011, une aubaine inespérée pour l'oligarchie prétorienne d'Alger.

lesquels les États-Unis d'Amérique pouvaient aider l'Algérie, de « fournir » de l'armement et du « renseignement en temps réel » à l'armée algérienne, <<http://www.youtube.com/watch?v=ZXPDTMf814Y>>.

59. <http://www.youtube.com/watch?v=CCNc_Jn9ob4>.

60. Sur la différence entre les enseignements tactiques et stratégiques, lire BERMEO (1992).

Aussi, réconfortés d'une part par le chaos régnant en Libye, au Yémen et en Syrie, et de l'autre par la caution prodiguée par les grandes puissances occidentales au coup d'État de l'élite militaire égyptienne, les gardiens du régime algérien peuvent-ils, dans ce contexte de normalisation derechef de l'autoritarisme « arabe », opter, dès juillet 2013, pour un « quatrième mandat » — la participation dans le scrutin sans la démocratie d'avril 2014 de l'« *insider* » Ali Benflis⁶¹ représentant un « plan B » en cas de décès, en cours de route, d'Abdelaziz Bouteflika.

Grâce à « l'opération quatrième mandat », le DRS, que la narration dominante dépeint volontiers sous les traits d'une « coquille vide », parachève son emprise sur les pouvoirs « despotique » et « infrastructurel » de l'État. Il peut ainsi, grâce au quatrième mandat, reprendre de plus belle le contrôle sur cette redoutable arme politique que représente le levier des investigations judiciaires. En effet, le « décret présidentiel n° 14-183 » du 11 juin 2014 portant « création, missions et organisation du service d'investigation

61. Ali Benflis, né en 1943, est issu d'une famille prospère de Batna (l'est du pays). Magistrat, membre de la très officieuse Ligue des droits de l'Homme (créée par le régime prétorien en 1987 pour contrecarrer la Ligue des droits de l'Homme présidée depuis sa création en 1985 par l'opposant Abdenour Ali Yahia), il est coopté par le cabinet présidentiel pour prendre la tête du ministère de la Justice au lendemain de la révolte d'octobre 1988. À l'heure où l'élite prétorienne échoue à reprendre le contrôle sur le FLN, dont le réformateur Abdelhamid Mehri en a fait une formation attachée à la démocratisation, Ali Benflis, au demeurant membre du Bureau politique du vieux parti, démissionne du gouvernement. Après le fameux « complot scientifique » orchestré par la police politique pour déloger, un mois avant le congrès de 1996, le secrétaire général élu du FLN, Ali Benflis, qui préfère, lors de la succession de Mehri, ci-devant limogé, soutenir la candidature de Boualem Benhamouda (ancien ministre de la Justice du *caudillo* Boumediène et adepte de l'autoritarisme) plutôt que celle du réformateur Mouloud Hamrouche, est coopté en 1997 à la deuxième chambre du parlement. Après les massacres de la Mitidja (ceinture d'Alger) de la fin 1997, Ali Benflis, allié sûr de l'élite prétorienne, est envoyé à Genève, en compagnie d'une « figure de proue » de la « société civile » (la future ministre et porte-parole du gouvernement Khalida Toumi-Messaoudi), d'une ancienne magistrate et d'un futur chef de gouvernement (*El Watan*, 19 avril 1998) pour faire échec à l'adoption d'une résolution de la Commission des droits de l'Homme de l'ONU condamnant le régime algérien pour violation des droits humains. Directeur de campagne du « candidat du consensus », l'*insider* Ali Benflis cautionne la fraude électorale qui a caractérisé l'élection présidentielle d'avril 1999, scrutin au cours duquel les rivaux du candidat de l'armée se sont retirés la veille du vote, laissant Abdelaziz Bouteflika seul en lice. Ce dernier n'en a pas moins été triomphalement élu au premier tour à plus de 76 % des suffrages. Chef du gouvernement de 2000 à 2003, Ali Benflis cautionnera depuis les différents scrutins de l'autoritarisme électoral ainsi que la répression sanglante du « printemps noir » de Kabylie qui a fait plus de 100 morts en 2001-2002. Soutenu par le groupe du général des corps d'armée Mohammed Lamari, alors chef d'état-major, Ali Benflis se présente à l'élection sans la démocratie d'avril 2004 contre Abdelaziz Bouteflika. Aussi, l'ancien chef du gouvernement de 2000 à 2003 se voit-il précautionneusement épargné par l'appareil judiciaire au cours des deux « procès Khalifa » de 2007 et 2015 (HACHEMAOUI 2011).

judiciaire de la direction de la sécurité intérieure du département du renseignement et de la sécurité »⁶² formalise *de jure* le champ d'action de cet appareil du DRS, ce dernier embrassant un spectre extensible allant de la « sécurité du territoire » à la « subversion ». La machine d'investigation judiciaire du DRS, qui récupère, sous le chapeau du « crime organisé », le contrôle sur les investigations relatives à la grande corruption, dispose désormais de quatre prérogatives décisives entre toutes : la mise en place de brigades mobiles, la mise en œuvre de l'action de police judiciaire, la réquisition des juridictions et le traitement des dossiers de l'entraide judiciaire ! Pour mieux renforcer l'imperméabilité et l'autonomie d'action de ce dispositif, le « décret présidentiel » qui inaugure le quatrième mandat du *raïs* précise désormais que « l'organisation du service d'investigation judiciaire de la direction de la sécurité intérieure, ainsi que les attributions de ses composantes sont fixées par le chef du département du renseignement et de la sécurité »⁶³ — et non plus, comme dans le texte de 2008, par « décret du ministre de la Défense »⁶⁴. Cet arsenal, qui vampirise littéralement l'appareil judiciaire de l'État, réduit en miettes le « *storytelling* » de la « déstructuration du DRS » au profit de l'état-major de l'armée ou du président.

Le « départ à la retraite », annoncé à grand renfort médiatique le 13 septembre 2015, du général des corps d'armée Mohamed Mediene⁶⁵ n'y changera donc rien. En effet, la sortie (à venir) de ce dernier, au plus loin de consacrer la légende de la « restructuration » qui aurait par « effeuillage » réduit le DRS en « coquille vide », entend bien plutôt se poser en mythe fondateur de l'État profond. Le coup, très habile, en imposant le redoutable général-major Tartag (El Bachir Sahraoui) comme futur patron du DRS permet de mettre devant le fait accompli ceux qui s'opposent à ce choix de succession. La manœuvre, orchestrée trois mois après la visite éclair effectuée par François Hollande à Alger et dix jours après les très discrètes discussions qu'a eues le patron de la communauté du renseignement étatsunien, le Director of National Intelligence, James Clapper, avec ses homologues du DRS à Alger⁶⁶, ne balaye pas seulement le récit conventionnel de la « lutte des clans » (opposant le président aux services ou ces derniers à l'état-major) ; le choix du successeur invite à relativiser l'idée même du « départ à la retraite » — si

62. *Journal officiel de la république algérienne*, n° 32, 12 juin 2014, pp. 4-5.

63. *Ibid.*, article 11, p. 5. Nos italiques.

64. « Décret présidentiel n° 08-52 du 9 février 2008 portant création et missions du service central de police judiciaire des services militaires de sécurité du ministère de la défense nationale », *Journal officiel de la République algérienne*, n° 8, 13 février 2008, pp. 5-6.

65. *Le Monde*, 14 septembre 2015.

66. *Le Soir d'Algérie*, 29 août 2015. Le ministre des Affaires étrangères qui reçoit officiellement le patron de la communauté du renseignement étatsunien se rend à Paris deux jours avant l'annonce officielle du « départ à la retraite » du général des corps d'armée Mohamed Mediene. Le ministre des Affaires étrangères a servi aux heures les plus terribles de la « sale guerre » comme ambassadeur à New York et à Washington.

celle-ci venait à se confirmer dans le *Journal officiel* — du puissant Mohamed Mediene, ce dernier pouvant, dans le très informel système de gouvernement algérien qui s'appuie désormais sur l'État profond et son double le capitalisme des copains, continuer à peser sur les grands choix qui gouvernent le pays — comme l'ont fait du reste avant lui, entre autres, les généraux-majors Larbi Belkheir et Khaled Nezzar après leurs « sorties » respectives au début des années 1990.

Après avoir redoré l'image du régime à l'international, avalisé la politique de l'impunité et de l'oubli, raffermi le capitalisme de copinage et consolidé l'intégration dans le dispositif sécuritaire de l'OTAN, Abdelaziz Bouteflika accomplit, à travers le quatrième mandat, les ultimes prestations inscrites dans la formule de la longévité du *raïs* : entretenir, à travers le prétendu tournant autocratique, l'illusion de la désagrégation de la police politique bien commode pour écarter la reddition des comptes ; servir de couverture au verrouillage de l'élection présidentielle d'avril 2014 et offrir, par la reconduction du *statu quo* autoritaire, un portefeuille de temps nécessaire à la préparation de la « version 4.0 » du prétorianisme algérien ; vendre l'après-Bouteflika et le renouvellement générationnel du personnel civil et militaire qui l'accompagne comme un changement de régime (Hachemaoui 2014). Dans ce sillage, le rejet du « quatrième mandat » accorde aux différentes composantes de l'opposition officielle⁶⁷ — dont la participation depuis plus de vingt ans aux institutions autoritaires, aux élections sans la démocratie sinon au gouvernement a achevé de les assimiler-au-régime-autoritaire (Hachemaoui 2003, 2013b) — une opportunité pour espérer regagner quelque crédit ; la préparation de la « version 4.0 » du prétorianisme nécessitant cette « radicalisation » à moindres frais. *Last but not least* : Bouteflika IV permet, en cas de montée de la contestation, de canaliser le mécontentement populaire à travers le rejet de la figure du *raïs* et de son « clan » pour mieux préserver les segments stratégiques du système prétorien, à commencer par l'armée et l'État profond — celui-ci ayant réussi depuis le tournant de la « sale guerre » à faire de la dite presse indépendante un instrument de « pouvoir infrastructurel ». Or depuis le tournant historique de janvier 1992 et la militarisation du conflit qui s'en est suivie, c'est l'État profond qui désormais préempte le processus politique en Algérie : de la conduite de la « sale guerre » à la politique de l'oubli et de l'impunité ; de la « thérapie de choc » administrée à l'ombre de la terreur jusqu'à la fabrique du « *crony capitalism* » ; de l'arbitrage budgétaire à l'intégration dans le dispositif sécuritaire de l'OTAN ; de « l'élection-démonstration » de novembre 1995 au « quatrième mandat du *raïs* » ; du redéploiement néolibéral de l'État dans les années 1990 à la mise en œuvre, au lendemain des révoltes arabes, d'une contre-révolution néo-autoritaire et néolibérale devant façonner l'après-Bouteflika.

67. Sur les partis d'opposition dans les régimes autoritaires arabes, lire ZARTMAN (1988), LECA (1997), LUST-OKAR (2005).

Les dirigeants algériens demeurent pour autant confrontés au même dilemme prétorien que celui auquel se sont mesurés leurs précurseurs : réduire la base de soutien du régime à l'armée au risque de se faire évincer par des rivaux internes ou asseoir le système sur des forces civiles au risque de perdre le pouvoir. Les patrons de l'État profond, grisés par la consolidation de leur régime autant que par la normalisation à rebours de l'autoritarisme dans le monde arabe, semblent attachés à la première solution. Sera-t-elle viable alors que le prix de la paix sociale subit une inflation au moment même où la rente des hydrocarbures — qui représente près de 98 % des recettes d'exportation du pays, 65 % du budget de l'État et 40 % du PIB (Lowi 2009 ; Hachemaoui 2012a) — va en s'amenuisant ? Sera-t-elle durable alors que la naissance d'un peu plus d'un million de nouveaux-nés au cours de la seule année 2014 fait passer le taux d'accroissement naturel de la population à 2,15 %⁶⁸ ?

C'est dire que la durabilité autoritaire n'est pas seulement une affaire de durée mais aussi de stabilité, celle-ci signifiant, comme le rappelle le séisme politique arabe, la capacité sinon à éviter les crises, du moins à en éliminer leurs facteurs déclenchants. Or si le système prétorien en vigueur en Algérie depuis l'indépendance a incontestablement réussi à survivre à la tragique crise des années 1990, il n'a pas, loin s'en faut, résolu les causes qui ont hâté celle-ci.

Le parcours analytique déployé dans ce texte, en renouant aussi bien avec la politique comparée qu'avec la sociologie politique, donne congé à la « Kremnologie algérienne », que le gouvernement autoritaire entretient au demeurant avec soin. L'approche, en saisissant les institutions comme des instruments distributionnels charriant des implications inégales en termes d'accumulation de ressources et d'autorité, s'avère féconde pour penser le changement tout en prenant au sérieux l'endurance institutionnelle⁶⁹. En traquant la fabrication et la circulation du récit dominant relatif à Bouteflika IV, l'exploration menée dans cette étude parvient à un résultat inattendu : la « presse indépendante », en tant que medium devant propager la pseudopolitics — dont la structure fait écran à la realpolitics — est en définitive un dispositif-clé de la contre-révolution prétorienne et néolibérale orchestrée par l'État profond depuis le début des années 1990. Sous ce rapport, elle participe ultimement de la politique de l'antipolitique — au même titre que la propagation du néolibéralisme salafiste, la fabrique des « succès de librairies » et des « tubes de musique ». D'où l'intérêt heuristique que recèle l'étude de cet objet pour la connaissance de la domination autoritaire. L'article, en portant

68. *Démographie algérienne*, n° 690, Office national des statistiques, Alger, mars 2015.

69. Je tiens à remercier vivement Johanna Siméant, Elizabeth Picard, Jean Leca, Mohammed Harbi, François Gèze ainsi que les évaluateurs anonymes des *Cahiers d'Études africaines* pour les commentaires stimulants et les critiques exigeantes qu'ils ont bien voulu faire à propos de ce texte accepté pour publication en janvier dernier. Il va sans dire que je demeure seul responsable du contenu de l'article.

au jour les logiques qui soutiennent la prolifération imperceptible de l'État profond, contribue à repenser à nouveaux frais les rapports entre État et régime, deux catégories trop souvent pensées séparément, afin d'y analyser la refonte néolibérale du Leviathan autoritaire.

Iremam, UMR 7310, CNRS, Université Aix-Marseille.

BIBLIOGRAPHIE

ACHCAR, G.

2013 *Quand le peuple veut. Une exploration radicale du soulèvement arabe*, Paris, Actes Sud.

ADDI, L.

1990 *L'impasse du populisme*, Alger, ENAL.

AGGOUN, L. & RIVOIRE, J.-P.

2004 *Françalgérie. Crimes et mensonges d'État*, Paris, La Découverte.

AÏT AHMED, H.

2007 [1989] *L'affaire Mécili*, Paris, La Découverte (« Poche »).

ANDERSON, P.

2011 « On the Concatenation in the Arab World », *New Left Review*, 68, mars-avril : 5-15.

BAILEY, F. G.

1971 [1969] *Les règles du jeu politique. Étude anthropologique*, Paris, PUF.

BAYART, J.-F., ELLIS, S. & HIBOU, B.

1997 *La criminalisation de l'État en Afrique*, Bruxelles, Complexe.

BEININ, J. & VAIREL, F.

2013 *Social Movements, Mobilisation and Contestation in the Middle-East and North Africa*, Stanford, Stanford University Press.

BENNANI-CHRAÏBI, M. & FILLIEULE, O.

2012 « Pour une sociologie des situations révolutionnaires. Retour sur les révoltes arabes », *Revue française de science politique*, 62 (5) : 767-796.

BERMEO, N.

1992 « Democracy and Lessons from Dictatorship », *Comparative politics*, 24 (3), avril : 273-291.

CHAREF, A.

1989 *Octobre*, Alger, Laphomic.

CHEVILLARD, N.

1995 *Algérie : l'après-guerre civile*, Paris, Nord Sud Export.

DOBRY, M.

1986 *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multi-sectorielles*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

2000 « Les voies incertaines de la transitologie. Choix stratégiques, séquences historiques, bifurcations et processus de *path dependence* », *Revue française de science politique*, 50 (4-5), août-octobre : 585-614.

DROZ-VINCENT, P.

2008 « From Political to Economic Actor : The Changing Role of Middle Eastern Armies », in O. SCHLUMBERGER (ed.), *Debating Arab Authoritarianism. Dynamics and Durability in Nondemocratic Regimes*, Palo Alto, Stanford University Press : 195-211.

FINER, S.

1962 *The Man on Horseback : The Role of the Military in the Political Development*, London, Pall Mall Press.

GEDDES, B., FRANTZ, E. & WRIGHT, J.

2014 « Military Rule », *Annual Review of Political Science*, 17 (4) : 147-162.

GOBE, E. & CHOUIKHA, L.

2014 « La Tunisie en 2013 », *Année du Maghreb*, 11 : 301-322.

HACHEMAOUI, M.

2003 « La représentation politique en Algérie. Entre médiation clientélaire et prédation », *Revue française de science politique*, 51 (1), février : 35-72.

2004 *Clientélisme et corruption dans le système politique algérien (1999-2004)*, Thèse de doctorat, Paris, Institut d'études politiques de Paris.

2009 « Permanences du jeu politique en Algérie », *Politique étrangère*, juin : 309-321.

2011 « La corruption politique en Algérie : l'envers de l'autoritarisme », *Esprit*, juin : 111-135.

2012a « Y a-t-il des tribus dans l'urne ? Sociologie d'une énigme électorale », *Cahiers d'Études africaines*, LII (1), 205 : 103-163.

2012b « La rente entrave-t-elle vraiment la démocratie ? Réexamen critique des théories de "l'État rentier" et de la "malédiction des ressources" », *Revue française de science politique*, 62 (2) : 207-230.

2012c « Institutions autoritaires et corruption politique. L'Algérie et le Maroc en perspective comparée », *Revue internationale de politique comparée*, 19 (2) : 141-164.

2013a « Tunisia at a Crossroads : Which Rules for Which Transition ? », *SWP Research Paper*, Berlin, Stiftung Wissenschaft und Politik, juillet, <http://www.swp-berlin.org/en/publications/swp-research-papers/swp-research-paper-detail/article/tunisia_which_rules_for_which_transition.html>.

2013b *Clientélisme et patronage dans l'Algérie contemporaine*, Paris, Karthala-Iremam.

- 2013c « Le service de renseignement détient tous les leviers du pouvoir en Algérie », *La Croix*, 1^{er} octobre, <<http://www.la-croix.com/Actualite/Monde/Mohammed-Hachemaoui-Le-service-de-renseignement-detient-tous-les-leviers-du-pouvoir-en-Algerie-2013-10-01-1030051>>.
- 2014 « De quoi le quatrième mandat est-il le nom ? », *El Watan*, 8 février : 2.
- HARBI, M.
- 1980 *Le FLN, mirage et réalités. Des origines à la prise de pouvoir (1945-1962)*, Paris, Éditions Jeune Afrique.
- 1992 *L'Algérie et son destin*, Paris, Arcantère.
- 1995 « Le système Boussouf » in Collectif, *Le drame algérien. Un peuple en otage*, Paris, La Découverte.
- HENRY, C. M.
- 2004 « Algeria's Agonies : Oil Rent Effects in a Bunker State », *Journal of North African Studies*, 9 (2) : 68-81.
- HENRY, C. M. & SPRINGBORG, R.
- 2010 [2001] *Globalization and The Politics of Development in the Middle East*, Cambridge, Cambridge University Press.
- HIDOUCI, G.
- 1995 *Algérie, la libération inachevée*, Paris, La Découverte.
- HUNTINGTON, S.
- 1968 *Political Order in Changing Societies*, New Haven, Yale University Press.
- JOHNSON, C.
- 2004 *The Sorrows of Empire. Militarism, Secrecy, and the End of the Republic*, London, Verso.
- KERVYN, J. & GÈZE, F.
- 2004 « L'organisation des forces de répression », Comité Justice pour l'Algérie, dossier n° 16, <<http://www.algeria-watch.org>>.
- KHALIDI, R.
- 2004 *Resurrecting Empire. Western Footprints and America's Perilous Path in the Middle East*, Boston, Beacon.
- DI LAMPEDUSA, G.
- 2007 [1969] *Le guépard*, Paris, Éditions du Seuil (« Grand romans points »).
- LECA, J.
- 1990 « Algérie : État et société », in B. KODMANI (dir.), *Le Maghreb : les années de transition*, Paris, Ifri-Masson.
- 1997 « Opposition in the Middle East and North Africa », *Government and Opposition*, 32 (4), automne : 557-577.

LECA, J. & VATIN, J.-C.

1975 *L'Algérie politique. Institutions et régime*, Paris, Presses de la Fondation nationale de sciences politiques.

LEVEAU, R.

1993 *Le sabre et le turban. L'avenir du Maghreb*, Paris, François Bourin.

LINZ, J.

1973 « The Future of an Authoritarian Situation or the Institutionalization of an Authoritarian Regime : The Case of Brazil », in A. STEPAN (ed.), *Authoritarian Brazil : Origins, Policies, and Future*, New Haven, Yale University Press : 233-254.

2006 [2000] *Régimes totalitaires et autoritaires*, Paris, Armand Colin.

LOWI, M.

2009 *Oil Wealth and the Poverty of Politics. Algeria Compared*, Cambridge, Cambridge University Press.

LUST-OKAR, E.

2005 « Divided They Rule : The Management and Manipulation of Political Opposition », *Comparative Politics*, 36 (2), janvier : 159-179.

MAHONEY, J. & THELEN, K.

2010 « A Theory of Gradual Institutional Change », in J. MAHONEY & K. THELEN (eds.), *Explaining Institutional Change : Ambiguity, Agency, and Power*, New York, Cambridge University Press : 1-37.

MANN, M. (DIR.)

1988 « The Autonomous Power of the State : Its Origins, Mechanisms and Results », in M. MANN, *States, War, and Capitalism. Studies in Political Sociology*, Cambridge, Basil Blackwell.

1993 *The Sources of Social Power*, Vol. 2, *The Rise of Classes and Nation-States*, Cambridge, Cambridge University Press.

2003 *Incoherent Empire*, London, Verso.

2012 *The Sources of Social Power*, Vol. 3, *Global Empires and Revolution 1890-1945*, Cambridge, Cambridge University Press.

MARSHALL, S. & STACHER, J.

2012 « Egypt Generals and Transnational Capital », *Middle East Report*, 262 : 12-18.

MARTINEZ, L.

1998 *La guerre civile en Algérie*, Paris, Karthala.

MEYNIER, G.

2002 *Histoire intérieure du FLN (1954-1962)*, Paris, Fayard.

MIGDAL, J.

1988 *Strong Societies and Weak States. State-Society Relations and State Capabilities in the Third World*, Cambridge, Cambridge University Press.

MITCHELL, T.

2002 *Rule of Experts. Egypt, Techno-politics, Modernity*, Berkeley, University of California Press.

ORWELL, G.

2001 [1945] *La ferme des animaux*, Paris, Gallimard (« folio »).

PICARD, E.

2008 « Armée et sécurité au cœur de l'autoritarisme », in O. DABÈNE ET AL. (dir.), *Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires*, Paris, La Découverte : 303-329.

PIERSON, P. & SKOCPOL, T.

2002 « Historical Institutionalism in Contemporary Political Science », in I. KATZNESLON & H. V. MILNER (eds.), *Political Science : State of the Discipline*, New York, Norton : 693-721.

ROBERTS, H.

2002 *The Battlefield. Algeria 1988-2002. Studies in a Broken Polity*, London, Verso.

2007 « Demilitarizing Algeria », *Carnegie Paper*, 86.

SADOWSKI, Y.

1991 *Political Vegetables ? Businessman and Bureaucrat in the Development of Egyptian Agriculture*, Washington, Brookings Institution.

SAMRAOUI, M.

2003 *Chronique des années de sang*, Paris, Denoël.

SAYIGH, Y.

2012 *Above the State. The Officers' Republic in Egypt, The Carnegie Papers*, Beirut, Carnegie Endowment for International Peace.

SKOCPOL, T.

1985 [1979] *États et révolutions sociales. La révolution en France, en Russie et en Chine*, Paris, Fayard (« L'espace du politique »).

SLATER, D.

2010 « Altering Authoritarianism. Institutional Complexity and Autocratic Agency in Indonesia », in J. MAHONEY & K. THELEN (eds.), *Explaining Institutional Change, op. cit.* : 132-167.

SLATER, D. & FENNER, S.

2011 « State Power and Staying Power : Infrastructural Mechanisms and Authoritarian Durability », *Journal of International Affairs*, 65 (1) : 15-29.

SNYDER, R.

2006 « Beyond Electoral Authoritarianism : The Spectrum of Non-Democratic Regimes », in A. SCHEDLER (ed.), *Electoral Authoritarianism : The Dynamics of Unfree Competition*, Boulder, Lynne Rienner : 219-230.

SOIFER, H.

- 2012 « The Causal Logic of Critical Junctures », *Comparative Political Studies*, 45 (12) : 1572-1597.

SPRINGBORG, R.

- 1987 « The President and the Field Marshal : Civil-Military Relations in Egypt Today », *Middle East Report*, juillet-août : 5-42.

- 1989 *Mubarak's Egypt. Fragmentation of the Political Order*, Boulder, Westview.

STEPAN, A.

- 1988 *Rethinking Military Politics*, Princeton, Princeton University Press.

TILLY, C.

- 1985 « War Making and State Making as An Organized Crime », in T. SKOCPOL, P. EVANS & D. RUESCHEMEYER (eds.), *Bringing the State Back In*, Cambridge, Cambridge University Press : 169-191.

TSAI, K.

- 2006 « Adaptive Informal Institutions and Institutional Change in China », *World Politics*, 59, octobre : 116-141.

WATERBURY, J.

- 1983 *The Egypt of Nasser and Sadat. The Political Economy of two Regimes*, Princeton, Princeton University Press.

WERENFELS, I.

- 2007 *Managing Instability in Algeria. Elites and Political Change since 1995*, London, Routledge.

ZARTMAN, W.

- 1988 « Opposition as Support for the State », in A. DAWISHA & I. W. ZARTMAN (eds.), *Beyond Coercion : The Durability of the Arab State*, London, Croom Helm and Instituto Affari Internazionali : 61-87.

ZBIRI, T. (Colonel)

- 2012 *Un demi-siècle de combat. Mémoires d'un chef d'état-major de l'armée algérienne*, Alger, Al Chorouq.

RÉSUMÉ

Si l'étude des régimes autoritaires connaît depuis quelques années un regain d'intérêt considérable, l'examen du problème du changement institutionnel dans le cadre de la durabilité autoritaire demeure une énigme peu ou prou étudiée. Le présent article entend étudier ce problème dans le cas algérien. L'élection présidentielle d'avril 2014, qui aurait, selon l'interprétation dominante, imprimé la prééminence du *raïs* sur l'armée et les services de sécurité, constitue à ce titre un analyseur pertinent pour aborder ce puzzle. L'analyse, qui entend saisir les « effets combinés » des institutions et du processus, distingue entre « pouvoir despotique » et « pouvoir infrastructurel »,

« *real politics* » et « *pseudopolitics* ». Partant de ce socle théorique, l'article démontre, à l'inverse de la narration conventionnelle, que la longévité de Bouteflika permet : d'accréditer le récit du « tournant autocratique » du régime pour mieux simuler le simulacre du déclin de la police politique ; d'offrir un portefeuille de temps à l'État profond pour lui permettre d'achever la préparation de la « version 4.0 » du prétorianisme algérien ; de canaliser, en cas de montée de la contestation, le mécontentement populaire dans le rejet de la figure du *raïs* afin de mieux préserver les secteurs stratégiques du système que sont l'armée et l'État profond ; de vendre l'après-Bouteflika comme étant un « changement de régime ». Le parcours analytique déployé dans ce texte, en repérant la métamorphose souterraine de l'appareil de la police politique, permet d'élucider l'énigme du changement institutionnel dans le cadre de la durabilité autoritaire.

ABSTRACT

Institutional Change versus Authoritarian Durability. The Algerian Trajectory in a Comparative Perspective. — If the study of authoritarian regimes enjoyed these recent years a renewed interest in political science, the issue of the institutional change occurring within an authoritarian durability remains less explored. This article intends to study this problem in the Algerian case. The presidential election of April 2014, which would, according to the dominant interpretation, establish the primacy of the *raïs* over the army and the security services, thus constitutes a relevant analyzer to tackle this puzzle. The analysis, which aims to capture the “combined effects” of institutions and processes, distinguishes between “despotic power” and “infrastructural power”, “real politics” and “pseudopolitics”. Enshrined in this theoretical framework, the article shows, unlike conventional narration, that the longevity of Bouteflika achieves several objectifs: accredit the storytelling of the “autocratic turn” of the authoritarian regime in order to better simulate the decline of the political police; to provide a time portfolios to the deep state to enable it achieving the “4.0 version” of the Algerian praetorianism; channel, in case of uprising, the popular discontent in the rejection of the figure of the *raïs* to better preserve the strategic sectors of the system as the military and the deep state; sell the post-Bouteflika era as being a “regime change”. The analytical path deployed in this text, by identifying the mechanism of the underground metamorphosis of the political police apparatus, elucidates the enigma of how institutional change evolve within a durable authoritarian system.

Mots-clés/keywords : Algérie, autoritarisme néolibéral, changement institutionnel, durabilité autoritaire, État profond, politique comparée/Algeria, authoritarian durability, institutional change, neoliberal authoritarianism, deep state, comparative politics.